



***Un Canada plus prospère,
plus juste et plus vert***

Un plan d'action **POUR LE XXI^e SIÈCLE**



Liberal
www.liberal.ca

Table des matières

UN CANADA PLUS PROSPÈRE, PLUS JUSTE ET PLUS VERT	3
LE TOURNANT VERT LIBÉRAL	6
LE PLAN LIBÉRAL POUR UN CANADA PLUS PROSPÈRE	11
Un cadre propice à la croissance : des budgets équilibrés	
Résorber le déficit d'infrastructure de nos villes et de nos collectivités	
Le Fonds pour la prospérité et les industries de pointe	
Soutenir les régions rurales et le Nord	
Investir dans la recherche-développement et dans la formation professionnelle	
Des emplois pour demain : des études supérieures pour tous	
Soutenir la culture canadienne	
UN CANADA PLUS VERT	26
Un plan de lutte contre la crise des changements climatiques	
La pureté de l'air	
Protéger notre eau	
Protéger notre santé contre les substances toxiques	
Protéger notre patrimoine naturel	
Donner le pouvoir aux Canadiens	
UN CANADA PLUS JUSTE	42
Le Plan 30-50 de lutte contre la pauvreté	
Investir pour nos enfants	
Les soins de santé	
L'égalité pour les femmes	
L'immigration : accueillir les néo-Canadiens	
Réformer l'assurance-emploi	
De nouvelles relations avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis du Canada	
Droits des minorités linguistiques	
Un Canada plus sûr	
Un fédéralisme respectueux	
REPRENDRE LA PAROLE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE	62
Les changements climatiques et la sécurité mondiale	
Diplomatie – Faire connaître les valeurs canadiennes à l'étranger	
Développement international – Insuffler l'espoir et partager l'idéal canadien avec le monde	
De meilleures relations internationales	
Le commerce	
La défense	
Souveraineté canadienne dans l'Arctique	
CONCLUSION	72
ÉVALUATION DES COÛTS	74

Introduction

C'est grâce aux idéaux, aux grands projets et au labeur de plusieurs générations de Canadiens que le Canada est devenu le formidable pays que nous connaissons. C'est grâce aux peuples autochtones, premiers occupants du territoire ; grâce aux pionniers qui ont quitté les vieux pays pour se bâtir une nouvelle vie dans le Nouveau Monde ; grâce aux hommes et aux femmes qui ont su former une fédération s'étendant d'un océan à l'autre ; grâce à ceux et celles qui se sont battus pour un système public et universel de soins de santé et pour l'adoption d'une Charte des droits et libertés. Ce pays, nous le devons à ces Canadiens qui nous ont précédés et qui ont tant fait pour léguer un meilleur Canada à leurs enfants et à leurs petits-enfants.

Mais nos parents n'auraient jamais pu imaginer les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui : réchauffement planétaire, mondialisation, autant de phénomènes qui nous amènent à ces importantes questions : aurons-nous le courage et la sagesse de relever les défis de notre génération, comme nos grands-parents et nos parents ont su le faire pour la leur ? Saurons-nous nous inspirer des visionnaires, des innovateurs et des leaders qui ont défini notre pays et, comme eux, faire ce qu'il faut pour pouvoir léguer un Canada plus prospère à la prochaine génération ? Voilà le grand enjeu de cette campagne électorale.

Les libéraux sont convaincus que la réponse à cette question est oui. Nous, les Canadiens, sommes un grand peuple prêt à relever un grand défi. Pour cela, il nous faut une vision, un plan, une équipe et un véritable leadership. Le leadership, Stéphane Dion s'y connaît. L'équipe, c'est le Parti libéral du Canada. La vision, la voici exprimée dans le présent programme électoral, sous la forme d'un plan réaliste et concret, un grand projet national pour un Canada plus prospère, plus juste et plus vert,

Avec le gouvernement ultraconservateur de Stephen Harper, impossible de relever ces défis. Pire, les conservateurs nous mènent dans la mauvaise direction. Ils nous proposent de fausses solutions, un programme néo-conservateur qui a échoué partout où il a été tenté. Aujourd'hui, nous avons le Premier ministre le plus à droite de notre histoire et aussi le plus secret. Refus de s'engager envers les pauvres et les plus démunis. Refus d'investir concrètement dans l'éducation et dans les infrastructures. Refus de tout plan de lutte contre les changements climatiques, la plus grande menace environnementale pour le Canada et la planète. Les conservateurs n'ont ni projet, ni vision pour notre pays, et ils refusent de s'engager pour l'avenir du Canada et celui de nos enfants.

Que nous a laissé le dernier gouvernement conservateur, celui de Brian Mulroney, si ce n'est une situation financière et économique désastreuse pour les Canadiens ? Combien d'années perdues, combien d'années de dur labeur a-t-il fallu aux Canadiens pour qu'ils réussissent à remettre notre pays sur la bonne voie ?

Et voilà qu'en deux ans à peine, les conservateurs de Stephen Harper nous ont ramenés sur la voie que les Canadiens ont résolument rejetée en 1993 : celle des restrictions budgétaires, des politiques fiscales irresponsables et de la division. C'est ça, les conservateurs de Stephen harper.

La méthode libérale, c'est tout le contraire. Notre conviction, c'est qu'il faut dès maintenant affronter les défis qui se présentent à nous, au pays et dans le monde. Pas question de fermer les yeux sur les impératifs du réchauffement planétaire et de la compétitivité de notre économie. Pas question de laisser nos enfants se débrouiller pour résoudre ces problèmes. Tous ensemble, nous devons transformer ces défis en possibilités de progrès et de prospérité, pour que nos enfants aient une qualité de vie encore meilleure que celle de leurs parents. C'est la mission de tout gouvernement. Le présent programme électoral indique comment le prochain gouvernement libéral va accomplir cette mission.

Quels sont ces grands défis que nous devons relever ? Il y en a trois : faire progresser notre économie, lutter contre la crise des changements climatiques et venir en aide à nos concitoyens dans le besoin.

Le premier défi consiste à assurer la prospérité et la santé économique du Canada alors même que l'économie mondiale est en plein ralentissement. Notre principale priorité à tous, en tant que particuliers et en tant que parents, est de pouvoir payer nos factures à la fin du mois, de mener une vie conforme à nos aspirations et d'assurer l'avenir de nos enfants. Améliorer la qualité de vie des Canadiens sera la principale priorité du prochain gouvernement libéral. Dans un monde ultra-compétitif, les Canadiens ont droit à un gouvernement qui pense avant tout à leur sécurité économique.

Le deuxième défi est lié au premier. Le prix du pétrole est plus élevé que jamais, et la demande croissante en Chine et en Inde signifie qu'il pourrait bien ne jamais baisser. Jusqu'à aujourd'hui, l'économie canadienne a fonctionné sur le principe d'une énergie peu chère. Résultat : le Canada consomme plus de combustibles fossiles par habitant que presque tous les autres pays de monde.

Non seulement le prix du pétrole augmente, mais nous savons aussi maintenant sans l'ombre d'un doute que notre planète, la seule que nous ayons, ne peut plus survivre au stress que nous lui imposons. Si la température moyenne mondiale augmente de plus de deux degrés Celsius, ce qui arrivera avant le milieu du siècle si nous ne faisons rien, notre planète risque d'atteindre le point de non-retour, ce qui aura des effets catastrophiques.

Que doit faire le gouvernement canadien ? Il pourrait se contenter de ne rien faire, laisser les familles assumer seules l'augmentation du prix de l'essence et se croiser les bras en espérant que quelqu'un d'autre résoudra le problème du réchauffement planétaire. Mais cela ne suffit pas, tout le monde le sait. Les Canadiens ne se contentent pas de si peu.

Au lieu de ne rien faire, nous pouvons relever ces deux défis simultanément. En utilisant notre régime fiscal pour stimuler l'innovation dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, nous pouvons nous défendre contre la hausse du prix du pétrole et utiliser les recettes ainsi engendrées pour baisser l'impôt sur le revenu de toutes les familles canadiennes. Voilà le but du Tournant vert libéral, qui fait payer aux pollueurs le prix des gaz à effet de serre qu'ils rejettent dans l'atmosphère et rend chaque dollar ainsi gagné aux contribuables canadiens sous forme de réductions et de crédits d'impôt.

Grâce au Tournant vert et aux autres mesures comprises dans le présent programme électoral, nous allons dynamiser notre économie tout en luttant contre le réchauffement planétaire. Mais qu'en est-il du troisième défi : venir en aide à nos concitoyens ? Nous savons bien que beaucoup de Canadiens peinent à s'en sortir. Nous savons aussi que pour être concurrentiel, le Canada doit tirer le meilleur parti des talents et des compétences de tous ses citoyens. Pour cela, il faut donner sa chance à chaque enfant, aider chaque nouvel arrivant à s'intégrer au marché du travail et combler le fossé qui sépare les Canadiens autochtones des Canadiens non autochtones.

Le Tournant vert libéral va nous aider à faire tomber les obstacles qui bloquent les plus démunis grâce à plusieurs mesures fiscales conçues pour que chaque Canadien puisse pleinement profiter de ce plan, y compris ceux qui ne gagnent pas assez pour payer des impôts. Avec toutes les autres mesures sociales incluses dans notre programme électoral, ces changements vont réduire de 30 % le nombre de Canadiens qui vivent dans la pauvreté, et de 50 % le nombre d'enfants canadiens dans la même situation. C'est le Plan libéral 30-50 de lutte contre la pauvreté. Avec une économie performante et une lutte efficace contre les changements climatiques, il formera l'un des piliers d'un nouveau gouvernement libéral.

Enfin, les Canadiens savent bien que notre pays n'est pas seul au monde. En tant que citoyens du monde, nous avons la responsabilité de parler haut et fort en faveur d'une humanité plus prospère, plus juste et plus respectueuse de l'environnement. Le Canada doit montrer l'exemple et prôner la paix et la justice pour tous les autres pays. Notre pays a su le faire dans le passé, il est temps qu'il reprenne la parole.

Une économie plus performante. Une lutte concrète contre les changements climatiques. Moins de Canadiens vivant dans la pauvreté. Seul le Parti libéral du Canada a un plan pour relever ces défis, pour rendre le Canada plus prospère, plus viable et plus juste. Voici ce plan. L'enjeu de ces élections, ce n'est pas un simple changement de gouvernement : c'est un véritable changement de cap, pour une nouvelle génération. Ensemble, c'est possible.



LE TOURNANT VERT LIBÉRAL :

**Lutter contre le réchauffement planétaire
et renforcer notre économie**

**« Les Canadiens savent qu'ensemble, nous
pouvons faire beaucoup pour assainir notre
environnement, améliorer notre qualité de
vie et dynamiser notre économie. »**

La science ne laisse aucun doute à ce sujet : le réchauffement planétaire est le plus grand défi environnemental de notre génération, et il nous faut absolument agir dès maintenant pour l'arrêter. La lutte contre les changements climatiques est certes une obligation morale, mais elle ouvre également des perspectives de développement économique très intéressantes. Les Canadiens veulent agir pour éviter les pires conséquences des changements climatiques. Ils veulent que notre pays adopte une conduite exemplaire sur la scène internationale, qu'il soit à l'avant-garde et non pas à la traîne. Mais la lutte contre les changements climatiques est aussi une chance, que nous ne pouvons pas laisser passer, de moderniser notre économie et de rendre le Canada plus concurrentiel et mieux adapté aux réalités du XXI^e siècle.

C'est devenu une évidence : nous devons réduire notre dépendance envers les combustibles et carburants fossiles polluants, et améliorer notre efficacité énergétique. Nous devons agir, pour venir en aide à notre économie et à notre environnement : ainsi, nous allons réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'autres sources de pollution et devenir plus concurrentiels dans une économie mondiale de plus en plus caractérisée par une restriction de l'usage et des émissions de carbone, tout en créant des emplois enrichissants et durables.

Environnementalistes et économistes en sont venus à la même conclusion : la meilleure façon de réduire les émissions de gaz à effet de serre est d'assigner un coût au carbone. Le Tournant vert libéral, qui constitue une part essentielle de la stratégie libérale, ambitieuse et réalisable, de lutte contre les changements climatiques, va réformer la fiscalité canadienne de manière à moins imposer les revenus, et à taxer davantage la pollution. Ce changement sera neutre au plan fiscal : il sera inscrit dans la loi que chaque dollar perçu grâce à la taxation de la pollution devra être reversé aux Canadiens sous forme de baisses d'impôts. Année après année, le vérificateur général du Canada surveillera à ce que le plan soit conforme à cet engagement.

Voici comment le Tournant vert libéral va fonctionner : nous allons immédiatement assigner un prix de 10 dollars à chaque tonne de gaz à effet de serre qui sera rejetée dans l'atmosphère. Ce prix augmentera progressivement chaque année, de 10 dollars par tonne, pour atteindre 40 dollars par tonne au bout de quatre ans. Cette taxe ne s'appliquera pas au carburant automobile, puisque la taxe d'accise à la pompe sur les carburants équivaut déjà à un prix de 42 dollars par tonne de carbone émise. Les taxes sur le diesel et sur les carburants d'avion n'augmenteront pas non plus la première année.

Pour les libéraux, il est clair que notre atmosphère ne doit plus servir de décharge publique gratuite pour les pollueurs mais dont nos familles, notre environnement et notre économie doivent payer le prix. En outre, nous croyons que les Canadiens ont le droit de profiter davantage du travail qu'ils accomplissent et des investissements qu'ils font pour l'avenir.

Les Canadiens tireront des avantages importants des recettes perçues grâce à cette taxe sur la pollution. Le Tournant vert libéral, c'est :

D'importantes réductions de l'impôt sur le revenu – L'impôt sur le revenu diminuera au fur et à mesure qu'augmentera le prix de la pollution. À la quatrième année de mise en œuvre du plan :

- Nous ferons passer le taux d'imposition sur les revenus les plus bas de 15 % à 13,5 %, ce qui correspond à une baisse d'impôt de 10 %.
- Et nous allons faire passer les taux d'imposition moyens de 22 % à 21 % (une baisse d'impôt de 5 %), et de 26 % à 25 % (une baisse d'impôt de 4 %).

Une aide pour toutes les familles canadiennes – Plus votre famille est nombreuse, plus vous consommez d'énergie et plus vous avez besoin d'aide pour adapter votre budget. C'est pourquoi notre plan prévoit, dès la quatrième année de mise en œuvre, une prestation fiscale universelle supplémentaire pour enfants d'une valeur de 350 dollars par enfant et par an.

Ensemble, ces baisses d'impôts signifient qu'une famille de quatre ayant un revenu annuel de 60 000 dollars récupérera 1 300 dollars de plus, et qu'une famille de quatre ayant un revenu annuel de 20 000 dollars récupérera 2 400 dollars.

L'équité pour les Canadiens ayant un faible revenu – Le Plan libéral 30 50 de lutte contre la pauvreté reformera le régime fiscal pour qu'il soit plus équitable pour les Canadiens qui travaillent.

Dans le cadre de notre plan :

- Nous allons faire de notre nouvelle prestation pour enfants une allocation entièrement remboursable, ce qui apportera une aide directe et concrète à toutes les familles canadiennes, quel que soit le montant de leurs impôts.
- Nous allons remplacer le crédit pour emploi de 1 000 dollars des conservateurs – crédit insignifiant, rétrograde et mal conçu – par un crédit pour emploi remboursable de 1 850 dollars, destiné aux Canadiens dont le revenu annuel est inférieur à 50 000 dollars. Cela mettra jusqu'à 250 dollars par personne dans les poches des travailleurs canadiens qui en ont le plus besoin.
- Nous allons également augmenter la Prestation fiscale pour le revenu de travail. Nous allons encourager le travail en ouvrant désormais droit à cette prestation dès le premier dollar gagné, et non à partir de 3 000 dollars comme c'est le cas avec le plan conservateur. De plus, nous veillerons à ce qu'un plus grand nombre de familles puissent en bénéficier grâce à une expiration progressive.
- Nous allons rendre remboursable le crédit d'impôt pour personnes handicapées, de sorte que les personnes handicapées qui ont un revenu peu élevé puissent elles aussi profiter de notre plan.

Une aide supplémentaire aux Canadiens vivant dans les régions rurales et nordiques – Les besoins énergétiques des Canadiens qui habitent les régions rurales et nordiques sont souvent plus considérables. C'est pourquoi nous allons accorder une aide supplémentaire particulière aux contribuables canadiens

vivant dans les régions rurales, pour les aider à s'adapter à la hausse du prix du carburant. Chaque Canadien vivant en région rurale qui produit une déclaration de revenus recevra chaque année un crédit rural vert de 150 dollars, qu'il paie ou non des impôts.

En plus de ce crédit rural vert, nous allons aussi aider les Canadiens vivant dans le Nord en faisant passer la Déduction pour les habitants de régions éloignées de 6 000 dollars à un nouveau maximum de 7 000 dollars, et en l'indexant par la suite. Cette mesure donnera lieu à un allègement fiscal immédiat de près de 150 dollars par an, et ce montant dépassera les 200 dollars par an au bout de quatre ans pour les personnes qui ont droit au plein montant de la Déduction.

Une réduction généralisée de l'impôt sur les bénéfices des sociétés – Nous allons accélérer et bonifier les réductions déjà prévues de l'impôt des sociétés, et réduire d'un point de plus le taux d'imposition général des entreprises, en quatre ans. Cela ramènera le taux fédéral d'imposition des sociétés à 14 % dans la quatrième année de mise en œuvre de notre plan. Grâce à cette mesure, le Canada sera l'une des juridictions les plus concurrentielles du monde sur le plan fiscal.

Une réduction de l'impôt sur les bénéfices des petites entreprises – Les petites entreprises sont le moteur de l'emploi et de l'économie de notre pays. Ce sont les chefs d'entreprise canadiens qui vont ouvrir la voie au développement des nouvelles technologies et des nouveaux produits de l'économie verte. Nous allons aider nos chefs d'entreprise à créer plus d'emplois en réduisant leur impôt d'un point supplémentaire.

De nouveaux incitatifs pour les technologies vertes – Grâce à des incitatifs fiscaux judicieux, nous allons favoriser la création de nouveaux emplois et de nouveaux investissements. Les incitatifs fiscaux sont l'un des moyens les plus efficaces pour stimuler l'investissement des entreprises au Canada. Le régime de déduction pour amortissement établit la part du coût d'une immobilisation qu'une entreprise a le droit de déduire aux fins de l'impôt chaque année. La hausse des taux de déduction pour amortissement applicables aux investissements verts aura pour effet d'inciter fortement les entreprises à prendre le virage écologique.

Des crédits pour la réduction des émissions – Un des avantages d'un système d'échange de droits d'émission est qu'il offre une incitation financière aux secteurs de l'économie qui ne sont pas liés à l'énergie, comme l'agriculture et la foresterie. Entre-temps, avant la mise en place d'un tel système, le Tournant vert libéral réservera 400 millions de dollars sur quatre ans afin d'offrir des crédits d'impôt remboursables aux industries qui réduisent concrètement et de manière vérifiable leurs émissions. Le plan récompensera les pratiques comme la culture sans labour ou avec un labour minimal, ou une gestion plus écologique de la foresterie.

De meilleurs encouragements à la recherche-développement – Le principal outil dont dispose le gouvernement du Canada pour stimuler la recherche dans le secteur privé est le Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental. À l'heure actuelle, ce crédit d'impôt n'est pas remboursable

pour toutes les entreprises qui font de la recherche-développement au Canada. Nous allons rendre le Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental remboursable à 25 % pour encourager la conception de nouveaux produits et la création de nouveaux emplois pour les Canadiens.

Des réductions fiscales pour aider les Canadiens à passer au vert – Nous allons doubler les incitatifs financiers fédéraux visant à aider les Canadiens à faire des rénovations écoénergétiques pour leurs maisons. Nous accorderons jusqu'à 10 000 dollars en soutien financier direct sous forme de crédits d'impôt à tous les ménages qui investissent dans des mesures d'économie d'énergie comme l'isolation, la protection contre les intempéries et les systèmes de chauffage performants.

Une réserve pour compensation – Des fonds seront réservés sur quatre ans et seront affectés aux réductions d'impôt qui compenseront pour l'impact de la taxe sur le carbone pour des groupes comme les organismes à but non lucratif ou caritatifs.

Le Tournant vert libéral est au cœur de notre engagement en faveur de la lutte contre les changements climatiques, de l'assainissement de l'environnement et de la croissance économique du Canada. Cette initiative complète d'autres engagements libéraux en faveur d'une économie verte, cités dans le présent programme électoral : l'Encouragement à la production d'énergie renouvelable, qui fera plus que doubler les sources d'énergie propres disponibles pour les Canadiens ; le Fonds pour la prospérité et les industries de pointe, doté de 1 milliard de dollars, qui stimulera la production manufacturière verte ; notre important engagement en faveur des infrastructures, qui vise à améliorer la qualité et la viabilité de nos infrastructures, comme par exemple les transports en commun, en y consacrant tout surplus budgétaire fédéral inattendu.

Chacun de ces engagements est décrit plus en détail tout au long du présent programme électoral qui présente, en outre, les règlements et les incitatifs complémentaires que nous allons mettre en œuvre pour aider les Canadiens à réduire leurs émissions individuelles, à diminuer leur dépendance envers les combustibles et les carburants fossiles, et à économiser de l'argent. Citons, entre autres moyens d'aider les Canadiens à réduire leur empreinte sur l'environnement : les hypothèques vertes pour la rénovation des logements, les incitatifs à l'achat d'appareils électroménagers et de véhicules écoénergétiques, et des centaines de millions de dollars en crédits et en incitatifs pour les agriculteurs, les transporteurs routiers et les pêcheurs qui investissent dans les technologies visant à réduire leur consommation de carburant et leurs émissions.

Les Canadiens savent qu'ensemble, nous pouvons faire beaucoup pour assainir notre environnement, améliorer notre qualité de vie et dynamiser notre économie. Les Canadiens attendent un partenaire fiable pour les aider à effectuer cette transition. Un nouveau gouvernement libéral sera ce partenaire.



DES EMPLOIS POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN :

Le plan libéral pour un
Canada plus prospère

« Un gouvernement libéral va rapidement créer de nouveaux emplois et asseoir notre économie sur des bases solides. Nous allons investir de façon stratégique dans les infrastructures canadiennes et augmenter les crédits en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche-développement. »

Le plan libéral pour un Canada plus prospère

Le Tournant vert libéral va stimuler notre économie en favorisant les investissements et en créant de nouveaux emplois verts dans les secteurs de l'énergie, de la construction, de la conception et des produits de consommation. En réduisant de 10 % le taux d'imposition de la tranche d'imposition la plus basse et de 4 à 5 % celui des tranches moyennes, nous allons permettre à chaque Canadien de garder une plus grande part de son salaire.

Le Tournant vert libéral va aussi renforcer la compétitivité de l'économie canadienne grâce à des réductions d'impôt pour les entreprises, ce qui stimulera les investissements et l'innovation écologique. Le taux d'imposition général des entreprises baissera d'un point supplémentaire. Plus de 1,7 milliard de dollars seront réservés à la déduction pour amortissement accéléré qui favorisera les achats de technologies et d'équipements verts. Le Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental deviendra en partie remboursable pour que toutes les entreprises puissent profiter des encouragements offerts pour investir dans le type d'avancées technologiques dont le Canada aura besoin pour prendre sa place dans l'économie verte du XXI^e siècle.

Mais ce n'est là que le début de notre projet pour rendre le Canada plus prospère. Un gouvernement libéral va rapidement créer de nouveaux emplois et asseoir notre économie sur des bases solides pour nos enfants. Nous allons investir de façon stratégique dans les infrastructures canadiennes et augmenter les crédits en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche-développement.

Tout cela en restant fidèle à la discipline fiscale qui est la marque des gouvernements libéraux.

1. Un cadre propice à la croissance : des budgets équilibrés

Nous tenons absolument à équilibrer le budget. Toutes les annonces du présent programme sont faites dans le cadre de la prudence budgétaire qui prévoit une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars par année.

Comparé aux autres pays industrialisés, le Canada possède de nombreux atouts pour faire face au vieillissement de sa population, notamment grâce au fait que nous allons pouvoir transmettre à la prochaine génération une dette beaucoup moins lourde que celle dont nous avons hérité. Grâce au dur labeur des Canadiens et au leadership des gouvernements libéraux précédents, les finances de notre pays ont été remises sur la bonne voie et nous avons réduit la dette en fonction de la vigueur de notre économie.

Il n'y a pas si longtemps, notre dette publique était l'une des plus lourdes de tous les pays industrialisés. Elle est à présent l'une des plus basses. Nous sommes aussi le seul pays à disposer d'une base solide pour notre régime national de retraites grâce aux gouvernements libéraux précédents, mais aussi grâce au travail de tous les Canadiens et aux sacrifices auxquels ils ont consenti.

Un nouveau gouvernement libéral va maintenir la même direction, celle d'une

gestion saine et équilibrée, dont le fondement est et sera la discipline financière et fiscale. Nous tenons absolument à équilibrer le budget. C'est un engagement ferme, et c'est pourquoi toutes les initiatives décrites dans le présent programme électoral s'inscrivent dans le cadre d'une fiscalité prudente. C'est cette même prudence qui nous amène à prévoir la création d'une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars par an qui, si elle n'est pas utilisée, ira au remboursement de la dette. Le gouvernement conservateur a aboli cette mesure de prudence de manière tout à fait irresponsable.

Cette rigueur en matière de fiscalité est inscrite dans « l'ADN » des libéraux de Stéphane Dion. Le Parti libéral a su convertir un énorme déficit, hérité des conservateurs, en huit années d'excédents budgétaires consécutifs. Cette discipline fiscale, nous allons continuer à la mettre au premier plan.

Mais nous devons voir plus loin encore. À long terme, si nous ne faisons rien pour résorber le déficit actuel de notre pays en matière d'infrastructures, la prochaine génération va hériter d'un lourd fardeau.

2. Des emplois aujourd'hui : résorber le déficit d'infrastructure de nos villes et de nos collectivités

Avec l'aide des Canadiens, les libéraux ont réussi à surmonter le déficit budgétaire. Le Canada fait maintenant face à de nouveaux défis, qui sont tout aussi susceptibles de saper son potentiel : le déficit d'infrastructures. Le « déficit d'infrastructures » fait référence aux dépenses nécessaires simplement pour mettre nos infrastructures actuelles en conformité avec les normes acceptables, sans aucune nouvelle construction. Ce déficit d'infrastructures, estimé à plus d'une centaine de milliards de dollars, menace notre croissance économique et notre qualité de vie.

Les libéraux comprennent bien que l'infrastructure n'est pas seulement la fondation de l'économie canadienne, mais aussi celle des villes et des collectivités dans lesquelles nous vivons. C'est l'eau de nos robinets, ce sont les routes et les ponts qui nous relient, les édifices qui donnent leur visage à nos quartiers. Le réchauffement planétaire ne fera qu'ajouter à ce défi, puisque nos infrastructures seront de plus en plus soumises à des intempéries extrêmes.

Pour remédier à ce déficit d'infrastructures, tous les pouvoirs publics doivent travailler en partenariat, et le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership. Stéphane Dion s'est engagé à offrir des ressources prévisibles à long terme dans le cadre d'un plan de revitalisation de l'infrastructure en trois volets.

D'abord, un gouvernement libéral mettra en œuvre un plan décennal doté de 70 milliards de dollars pour financer directement les infrastructures de notre pays. Dans le cadre de cet engagement, nous allons honorer toutes les ententes-cadres existantes conclues avec les provinces par le gouvernement conservateur. Nous considérons que lorsque le gouvernement du Canada appose son sceau au bas d'une entente, les gouvernements suivants doivent respecter ces engagements, un principe bafoué par les conservateurs de Stephen Harper qui ont fait peu de cas de

Un gouvernement libéral mettra en œuvre un plan décennal doté de 70 milliards de dollars pour financer directement les infrastructures de notre pays.

l'Accord atlantique, l'Accord de Kelowna et des ententes conclues avec les provinces en matière d'éducation préscolaire et de garde d'enfants. Nous allons donc respecter tous les engagements de financement déjà pris pour des projets précis.

Nous allons allouer au moins 10 milliards de dollars aux infrastructures stratégiques, notamment les infrastructures vertes comme les centrales de traitement de l'eau potable et des eaux usées et les réseaux de production et de distribution d'électricité propre.

Plutôt que d'adopter le genre de démarche floue, désorganisée et incohérente favorisée par les conservateurs en matière d'infrastructures, un gouvernement libéral sera honnête et transparent à propos des priorités que nous allons privilégier dans nos discussions avec les provinces et les municipalités au sujet des ententes-cadres. C'est pourquoi, au cours des dix prochaines années, un gouvernement libéral va accorder :

- Au moins 10 milliards de dollars aux infrastructures stratégiques, notamment les infrastructures vertes comme les centrales de traitement de l'eau potable et des eaux usées et les réseaux de production et de distribution d'électricité propre.
- Au moins 8 milliards de dollars à la Stratégie nationale pour les transports en commun, qui permettra à nos villes d'étendre leurs réseaux et de rendre leurs parcs de véhicules plus verts.
- Au moins 3 milliards de dollars à un Fonds pour les petites collectivités, pour que tous les Canadiens puissent profiter d'infrastructures plus robustes et plus résilientes.
- Au moins 4,5 milliards de dollars aux portes d'entrée, corridors et postes-frontières de notre pays pour que les infrastructures canadiennes facilitent le tourisme et le commerce, tout en assurant la sécurité du Canada.
- Au moins 3 milliards de dollars aux installations sportives et récréatives, parce qu'une société active est une société en bonne santé et parce que le Canada doit renouveler et agrandir ses arénas et ses autres installations de loisirs.

Notre plan décennal inclut le transfert de près de 25 milliards de dollars aux municipalités au titre de la taxe sur l'essence.

En plus de ces priorités claires, notre plan décennal inclut le transfert de près de 25 milliards de dollars aux municipalités au titre de la taxe sur l'essence. Nous ajusterons ce transfert à la croissance nominale du PIB de sorte que les municipalités obtiennent les garanties de financement dont elles ont besoin pour pouvoir suivre la croissance économique.

Deuxièmement, un nouveau gouvernement libéral investira tout excédent budgétaire, déduction faite de la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars, dans l'infrastructure canadienne. Cela aurait représenté 7 milliards de dollars en 2007-2008, et près de 75 milliards de dollars si cette initiative avait été prise dans les dix dernières années. La grande priorité sera d'investir dans une infrastructure durable : les transports en commun, les réseaux de distribution et de traitement de l'eau, la production d'énergie, la gestion des déchets et la décontamination des sites seront véritablement les éléments prioritaires d'une infrastructure viable à long terme.

Troisièmement, un gouvernement libéral créera une Banque des infrastructures, qui constituera un moyen supplémentaire de financer les projets d'infrastructure. Cette banque cofinancera les initiatives de tous les pouvoirs publics qui décident

de lui emprunter des fonds pour financer des projets verts à long terme tels que l'édification de réseaux de distribution d'énergie propre ou la construction de voies ferrées pour trains rapides pour limiter les embouteillages dans les zones urbaines encombrées. Partout au pays, les Canadiens auront la possibilité de contribuer à ces projets en achetant, auprès de la Banque des infrastructures, des obligations vertes libres d'impôt, similaires aux obligations d'épargne du Canada.

Un gouvernement libéral créera une Banque des infrastructures, qui constituera un moyen supplémentaire de financer les projets d'infrastructure.

Nous sommes fermement déterminés à prendre des mesures pour résorber le déficit canadien en matière d'infrastructures. Notre plan sera bon pour les Canadiens dès sa mise en œuvre, grâce aux emplois créés et aux perspectives de développement que ces mesures vont ouvrir en cette période de ralentissement économique. Mais il s'agit d'un engagement à long terme. Par exemple, un gouvernement libéral sera un partenaire efficace dans les méga-projets tels que le réseau Est-Ouest de distribution d'énergie, le Corridor énergétique de l'Atlantique ou encore le gazoduc de piégeage du carbone en Alberta et en Saskatchewan. Les opportunités économiques créées par de tels investissements dans les infrastructures sont considérables et un gouvernement libéral saura les saisir.

Infrastructure

Un nouveau gouvernement libéral s'engage à allouer 70 milliards de dollars sur dix ans aux infrastructures, avec des fonds supplémentaires venant d'excédent budgétaire imprévu et des ressources de la Banque d'infrastructures. Le tableau ci-dessous indique les dépenses totales après quatre et dix ans en matière d'infrastructure.

Les quatre prochaines années, nous ne dépenserons pas moins que le gouvernement conservateur. Avec notre engagement concernant les surplus budgétaires imprévus, nous investirons même plus.

PROGRAMMES D'INFRASTRUCTURE	INFRASTRUCTURE (milliards de \$)	
	Somme totale après 4 ans 2009-10 à 2012-13	Somme totale après 10 ans 2009-10 à 2018-19
Portes d'entrées du Pacifique et corridors	0,6	0,6
Portes d'entrées et frontières	1,4	4,7
Infrastructure stratégique	2,4	10,3
Transport national	1,9	8,2
Petites collectivités	0,6	2,8
Installations récréatives	0,7	3,1
25 milliards de \$ par province par an	1,3	3,3
Suppression des programmes actuels	1,3	1,3
Coût de financement de la Banques d'infrastructure	0,3	1,6
Crédit de la TPS	3,4	9,6
Transfert de la taxe sur l'essence aux municipalités	8,6	24,6
TOTAL	22,4	70,0

3. Créer des emplois aujourd'hui : le Fonds pour la prospérité et les industries de pointe

Les libéraux savent bien que certaines de nos industries les plus importantes font face à des défis sans précédent. Contrairement aux conservateurs de Stephen Harper, qui ont tourné le dos au secteur manufacturier canadien, nous serons là pour l'aider grâce à des investissements stratégiques visant à créer des emplois et à stimuler la croissance.

Nous allons créer un Fonds pour la prospérité et les industries de pointe doté de 1 milliard de dollars, pour aider le secteur manufacturier et les établissements de recherche-développement.

Tout d'abord, nous allons créer un Fonds pour la prospérité et les industries de pointe (PIP) doté de 1 milliard de dollars, pour aider le secteur manufacturier qui a perdu 130 000 emplois en 2007 sous les conservateurs. Notre Fonds pour la prospérité et les industries de pointe aidera le Canada à devenir un chef de file des technologies vertes. Le Fonds PIP permettra des investissements massifs dans le secteur manufacturier et celui de la recherche-développement, secteurs qui deviendront des pôles générateurs d'activité économique. Nous affecterons le financement selon les trois critères suivants :

- 1) Le financement fédéral doit générer d'importants investissements privés et créer des emplois.
- 2) Le financement doit aller à des pôles d'activité qui attirent suffisamment d'entreprises secondaires : fournisseurs, prestataires de services et autres.
- 3) Le financement doit contribuer à faire du Canada un chef de file de la conception de produits et de technologies plus écologiques.

Contrairement à ce que croient les conservateurs, les libéraux considèrent que faire équipe avec les provinces pour investir de façon ciblée va contribuer à la relance de l'innovation et à la création d'emplois. Pendant que d'autres pays, dont les États-Unis, réservaient intelligemment des fonds pour attirer à eux des investisseurs privés et importer les meilleurs emplois et les meilleurs complexes industriels, les conservateurs sont restés les bras croisés. Chaque jour passé à suivre la voie proposée par les conservateurs est une occasion manquée pour le Canada et des emplois perdus pour les Canadiens.

4. Soutenir les régions rurales et le Nord

Un gouvernement libéral terminera l'extension du réseau Internet à haute vitesse à toutes les collectivités rurales.

Aucune stratégie économique pour le Canada ne serait complète sans mesures adaptées aux régions rurales et nordiques de notre pays. Le Tournant vert libéral et les encouragements à la production d'énergie renouvelable – biocarburants, énergie solaire, énergie éolienne – attireront de nouveaux investissements en faveur des énergies renouvelables dans les régions rurales du Canada. En plus de toutes les autres réductions d'impôt prévues par le plan libéral, chaque contribuable vivant en région rurale recevra un crédit d'impôt de 150 dollars par an.

Mais ce n'est qu'un début. Nous allons concentrer une large part de nos efforts

en faveur des infrastructures dans les régions rurales et éloignées du Canada. Il ne s'agit pas seulement de routes et de ponts, il s'agit aussi de communications. C'est pourquoi un gouvernement libéral mettra en œuvre les mesures suivantes :

- Terminer l'extension du réseau Internet à haute vitesse à toutes les collectivités rurales.
- Maintenir les services postaux et renouveler le moratoire libéral sur la fermeture des bureaux de poste ruraux.

Le Canada ne peut pas réellement prospérer si certaines de ses régions sont laissées pour compte pendant que d'autres sont en plein essor. Par le passé, les agences de développement régionales – l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), l'Agence de développement économique du Québec (ADEQ), Diversification économique de l'Ouest et l'Initiative fédérale de développement économique du nord de l'Ontario (FedNor) – ont œuvré pour favoriser le développement économique dans les localités, grandes ou petites, urbaines ou rurales, partout au Canada. Les conservateurs de Stephen Harper n'ont jamais compris les efforts importants déployés par les agences de développement régional du Canada et les considèrent comme des organismes d'assistance sociale régionaux. Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient réduit la représentation de ces agences au sein de leur conseil des ministres conservateur et qu'ils aient même, dans certains cas, amputé leur financement. Un gouvernement libéral renversera cette tendance et rétablira les fonds, y compris les 6,4 millions de dollars retirés par les conservateurs au Programme de développement du Nord de l'Ontario, programme qui encourage la croissance économique, la création d'emplois et la viabilité des collectivités dans le nord de l'Ontario.

Une bonne qualité de vie en région, c'est aussi l'accès à des services de haute qualité. C'est pourquoi un gouvernement libéral prendra les mesures suivantes :

- Aider les collectivités rurales à attirer davantage de médecins en absorbant 10 000 dollars des dettes d'études de tous les jeunes diplômés pour chaque année d'exercice dans une zone rurale ou mal desservie, pour un minimum de cinq ans.
- Soutenir les pompiers bénévoles en leur offrant, ainsi qu'aux personnes qui travaillent dans les services d'urgence, un crédit d'impôt remboursable de 2 000 dollars.

Un gouvernement libéral aidera les collectivités rurales à attirer davantage de médecins en absorbant 10 000 dollars des dettes d'études de tous les jeunes diplômés pour chaque année d'exercice dans une zone rurale ou mal desservie.

Pour les habitants du Nord, le coût de la vie très élevé fait obstacle à la prospérité. Dans le cadre du Tournant vert, un gouvernement libéral augmentera immédiatement, de près de 1 000 dollars, le crédit d'impôt maximal pour les habitants du Nord, et il l'indexera ensuite sur le coût de la vie.

Afin de préserver la force et le dynamisme de nos collectivités rurales et nordiques, nous devons relever les défis auxquels font face les industries qui constituent leurs bases économiques, soit la foresterie, les pêches et l'agriculture.

Le secteur forestier connaît de grandes difficultés. C'est pourquoi nous allons organiser un Sommet national du secteur forestier avec les syndicats, les localités concernées, les peuples autochtones et les autres pouvoirs publics, afin de mettre au point une stratégie nationale pour garantir la compétitivité future du secteur forestier.

Les libéraux consacreront 250 millions de dollars à la lutte contre le dendroctone du pin.

Une des nouvelles grandes menaces qui pèsent sur le secteur forestier canadien est l'infestation de dendroctones du pin, qui illustre tristement la façon dont le réchauffement planétaire va affecter l'économie canadienne dans les années à venir. Le dendroctone du pin a déjà ravagé les forêts de Colombie-Britannique et il se propage en Alberta, ce qui menace les emplois sur place et augmente le risque d'incendies de forêt dans les collectivités rurales. Les libéraux aideront les Canadiens touchés par cette crise grâce à un financement de 250 millions de dollars au titre de la lutte contre le dendroctone du pin.

En outre, nous allons protéger et appuyer les pêches canadiennes. Nous allons investir des fonds pour préserver nos stocks piscicoles et répartir équitablement les zones de pêche. Nous allons augmenter le financement de la recherche, de la surveillance, de la conservation et de la protection des espèces. Là où les stocks sont en voie d'épuisement, nous allons réduire les activités de pêche et permettre à ceux qui veulent prendre leur retraite de le faire dans la dignité, en leur offrant d'abroger les principaux permis de pêche commerciale. Nous travaillerons en partenariat avec les provinces pour financer un programme de retraite précoce pour les membres d'équipages et les ouvriers d'usines déplacés.

Nous créerons un Fonds vert pour la pêche et les transports, qui allouera plus de 250 millions de dollars à la réduction de la consommation de carburant.

Nous allons favoriser la reconstitution des stocks de morue et de saumon en réinvestissant dans la conservation des milieux naturels et en établissant la toute première zone de protection internationale du monde pour protéger les aires d'alevinage de la morue contre la surpêche effectuée par les flottes étrangères sur la Queue des Grands Bancs. Nous allons aider les pêcheurs à moderniser leurs bateaux et leur équipement en leur facilitant l'accès au capital, notamment par la création d'un Fonds pour la pêche et les transports verts. Ce Fonds doté de 250 millions de dollars, offrira des abattements fiscaux et des incitations à l'investissement dans les technologies modernes, ce qui permettra la réduction de la consommation de carburant grâce à des dispositifs tels que ceux qui empêchent le ralenti prolongé sur les camions et l'alimentation électrique à quai pour les pêches.

Nous allons organiser un Sommet national des pêches qui réunira toutes les principales parties intéressées et les divers pouvoirs publics afin de résoudre les questions d'économie et de viabilité qui touchent l'industrie. Et parce que nous nous soucions de l'importance de l'industrie de la pêche partout au pays, nous allons réserver 100 millions de dollars, dont 25 millions pour le Nord canadien, pour financer l'amélioration des ports pour petites embarcations, qui sont le cœur de l'industrie de la pêche commerciale au Canada.

Pour jeter les bases d'un avenir prometteur pour nos agriculteurs, nous allons établir un nouveau Fonds pour les besoins régionaux des agriculteurs (FBRA). D'une région à l'autre du Canada, les agriculteurs ont des besoins différents et ils

font face à des défis différents. Un gouvernement libéral va collaborer avec les provinces, les producteurs et les organisations agricoles pour financer le développement de solutions particulières à chaque région, comme le programme de gestion des risques de l'Ontario. L'adaptation au réchauffement planétaire va aussi représenter un défi de taille pour les agriculteurs. Le Fonds pour les besoins régionaux des agriculteurs pourrait aider les régions à améliorer l'assurance récolte et les programmes environnementaux.

Pour jeter les bases d'un avenir prometteur pour nos agriculteurs, nous allons établir un nouveau Fonds pour les besoins régionaux des agriculteurs.

Nous allons restaurer l'influence et la vigueur de la Commission canadienne du blé et y rétablir la démocratie pour remédier aux torts causés par les conservateurs de Stephen Harper, et pour que les agriculteurs soient ceux qui signalent tout besoin de réforme à la Commission, de façon transparente et équitable. Et comme toujours, nous allons défendre les mérites et les acquis de la gestion de l'offre lors des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Nous allons renforcer les programmes de gestion du risque commercial et nous assurer qu'ils répondent aux besoins de tous les producteurs, quelle que soit leur région, en consultant les associations représentatives. Nous allons simplifier les procédures de demande relatives au programme Agri-stabilité afin d'en faciliter l'accès. Nous allons réaffirmer la détermination du gouvernement fédéral à dédommager les producteurs lors de pertes causées par des catastrophes naturelles imprévisibles. Nous allons appuyer la promotion des marchés agricoles locaux et l'étiquetage des aliments canadiens. Plus les Canadiens achèteront des produits agricoles locaux, moins nous aurons à assumer les coûts financiers et environnementaux du transport des aliments. C'est bon pour les producteurs, pour les consommateurs, et pour l'environnement.

Pour assurer l'exactitude et l'équité dans le calcul des coûts liés aux transports, un gouvernement libéral va entamer rapidement une révision complète des coûts du transport ferroviaire. En outre, un gouvernement libéral va reconnaître la valeur commerciale, communautaire et environnementale des chemins de fer de courte distance, que l'on doit considérer comme une infrastructure prioritaire. Pour lui permettre d'évaluer l'efficacité de la configuration actuelle du réseau, un gouvernement libéral va instaurer un moratoire sur les fermetures de lignes ferroviaires.

Un gouvernement libéral va instaurer un moratoire sur les fermetures de lignes ferroviaires.

Les risques pour les exploitations agricoles sont de plus en plus grands en raison de l'aggravation des changements climatiques qui menacent les cultures végétales et les réserves d'eau douce. Dans le cadre de notre Fonds pour l'eau, un fonds doté de 400 millions de dollars et expliqué en détails dans ce programme, un nouveau gouvernement libéral soutiendra fortement les programmes de protection de l'eau pour les fermes et les collectivités offerts par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies.

Enfin, nous allons donner aux agriculteurs les ressources et les moyens qu'il leur faut pour économiser de l'énergie et être moins dépendants des combustibles et carburants fossiles. Les exploitations agricoles qui investissent dans les technologies vertes, comme les digesteurs anaérobies ou la production d'énergie tirée de

Un gouvernement libéral va également créer un Fonds vert agricole de 250 millions de dollars afin d'offrir des crédits qui réduiront les coûts immédiats de ces technologies et permettront d'investir dans la recherche.

la biomasse, pourront profiter de déductions pour amortissement accéléré. Un gouvernement libéral va également créer un Fonds vert agricole de 250 millions de dollars afin d'offrir des crédits qui réduiront les coûts immédiats de ces technologies et permettront d'investir dans la recherche. Ces mesures s'ajouteront au Crédit pour réduction d'émissions, dans le cadre du Tournant vert libéral, qui prévoit 400 millions de dollars sur quatre ans afin d'offrir des crédits d'impôt remboursables aux industries, telles que l'agriculture, qui réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre concrètement et de manière vérifiable.

5. Des emplois pour demain : Investir dans la recherche-développement et dans la formation professionnelle

Un gouvernement libéral augmentera le budget des trois conseils subventionnaires de 34 % sur quatre ans.

Un gouvernement libéral augmentera de plus de 500 millions de dollars par an sa contribution aux coûts indirects de la recherche universitaire. Quand elle aura été entièrement mise en œuvre, cette mesure représentera une augmentation de 50 % par rapport à la participation fédérale actuelle.

Pour les chercheurs et les étudiants du troisième cycle, un gouvernement libéral augmentera le budget des trois conseils subventionnaires de 34 % sur quatre ans. L'appui fédéral aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada passera de 960 millions à 1,275 milliard de dollars par année. L'appui fédéral au Conseil de recherche en sciences humaines et sociales passera de 320 millions de dollars à 450 millions de dollars par année.

Nous allons aussi créer un Fonds interdisciplinaire pour la viabilité, doté de 100 millions de dollars. Ce fonds sera accessible aux scientifiques, aux chercheurs et aux diplômés, pour des projets qui dépassent les limites de leur domaine de connaissances. La recherche interdisciplinaire est la voie de l'avenir. C'est ainsi que nous pourrions relever les défis scientifiques complexes, comme l'adaptation aux changements climatiques, qui affectent notre économie et notre société.

Nous allons rendre le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental remboursable afin de stimuler l'innovation et de créer des emplois pour les Canadiens.

Un gouvernement libéral étendra la portée du Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE) de sorte que 25 % des fonds perçus au titre du crédit d'impôt RS&DE soient remboursables. Cela signifie que toutes les entreprises innovantes du Canada pourront en profiter, et non plus seulement celles qui font déjà un profit et paient des impôts.

Pour compléter notre projet de faire des fiducies de revenu une option d'investissement à haut rendement, pour que les Canadiens puissent profiter de diverses ressources en matière d'investissement tout en assurant l'équité fiscale entre les sociétés et les fiducies de revenu, un gouvernement libéral abolira la taxe exorbitante de 31,5 % sur les fiducies de revenu pour la remplacer par une taxe de 10 % qui sera remboursable aux résidents canadiens.

6. Des emplois pour demain : des études supérieures pour tous

La possibilité pour chaque Canadien de poursuivre des études supérieures ou un apprentissage professionnel est essentielle au futur succès économique du Canada. Pour réussir dans l'économie mondiale, pour remplacer la génération du baby-boom qui part en retraite et pour pourvoir les emplois créés par une économie novatrice, dynamique et durable, il faut que plus de Canadiens aient les moyens d'accéder à des études supérieures de qualité s'ils le désirent.

Sous le gouvernement conservateur, la seule aide que reçoivent les étudiants à temps plein est un crédit d'impôt de moins de 10 dollars par mois pour l'achat de manuels. De même, un étudiant doit gagner près de 20 000 dollars par an pour profiter pleinement de ces crédits. Or, la plupart des étudiants gagnent en moyenne 5 000 dollars par an. Cela ne les aide donc pas beaucoup.

Un gouvernement libéral donnera à tous les Canadiens de meilleures chances de pouvoir faire des études supérieures en bonifiant et en simplifiant les mesures d'aide aux étudiants, et en offrant davantage de crédits d'impôt et de prêts étudiants aux apprentis.

Bonifier et simplifier l'aide financière aux étudiants

À l'heure actuelle, notre régime fiscal n'est pas efficace pour nos étudiants. Les étudiants n'ont pas droit à la plupart des crédits d'impôts offerts parce que, généralement, ils ne gagnent pas assez. Pour ceux qui bénéficient de ces crédits, le remboursement arrive par versement unique à la fin de l'année universitaire et non régulièrement, lorsque les étudiants en ont le plus besoin.

Pour que les étudiants reçoivent l'aide dont ils ont besoin quand ils en ont besoin, les crédits d'impôt actuels pour les frais d'inscription et autres dépenses liées aux études pour les étudiants à temps plein seront remplacés par une Bourse d'études versée à chaque étudiant tous les trois mois, en même temps que le remboursement de la TPS est versé à la plupart d'entre eux.

Ainsi, au total chaque étudiant à temps plein au premier ou au deuxième cycle universitaire ou au collège récupérera 1 000 dollars par an. En outre, notre plan offre un crédit d'impôt de 250 dollars de plus pour les étudiants qui travaillent et qui peuvent donc se prévaloir du crédit d'impôt à l'emploi remboursable prévu dans le Tournant vert, même s'ils ne gagnent pas suffisamment pour payer des impôts au fédéral.

Une meilleure stratégie pour aider les étudiants

Un gouvernement libéral créera un fonds de dotation de 20 ans d'une valeur de 25 milliards de dollars. En créant un tel fonds, le gouvernement fédéral pourra transformer un investissement relativement modeste – qui permettra d'emprunter l'argent nécessaire pour lancer le fonds de dotation – en un important investissement à long terme en faveur des étudiants. En coopération avec les provinces,

Un gouvernement libéral simplifiera le labyrinthe des crédits d'impôt pour les étudiants en les remplaçant par une Bourse d'études qui sera versée à tous les étudiants lorsqu'ils en ont le plus besoin.

ce fonds, lorsqu'il sera totalement mis en œuvre, permettra au gouvernement d'attribuer 200 000 bourses en fonction des besoins financiers, pouvant aller jusqu'à 3 500 dollars par an, et 100 000 bourses d'accès de 4 000 dollars par an. Les bourses attribuées sur critères financiers aideront les étudiants qui ont besoin d'une aide financière à poursuivre leurs études au niveau supérieur. Les bourses d'accès seront octroyées pour offrir une aide financière aux membres des groupes qui sont habituellement sous-représentés dans nos collèges et nos universités.

Le Québec a depuis longtemps un système unique, généreux et progressiste en matière d'aide aux étudiants. En gardant cela à l'esprit, un gouvernement libéral collaborera avec les provinces pour atteindre les objectifs communs à toutes, à savoir faciliter l'accès aux études supérieures et améliorer les aides financières, tout en donnant au Québec le choix entre prendre part à la nouvelle entente ou d'opter pour une compensation équivalente sur une période semblable de 20 ans, pour investir dans ses propres priorités en matière d'aide aux étudiants des niveaux supérieurs.

Une réforme des prêts étudiants

Un gouvernement libéral rendra accessibles à tous les étudiants des prêts garantis d'une valeur de 5 000 dollars, indépendamment du revenu parental.

Actuellement, les enfants de nombreuses familles ayant un revenu moyen se voient refuser des prêts étudiants en raison des règles existantes concernant le revenu parental et le niveau de soutien supposé des parents. Ces règles ne correspondent pas à la réalité des familles moyennes d'aujourd'hui, qui ne peuvent pas se permettre de financer les études de leurs enfants. Un gouvernement libéral rendra accessibles à tous les étudiants des prêts garantis d'une valeur de 5 000 dollars, indépendamment du revenu parental.

En plus de ces mesures en faveur d'un prêt étudiant garanti à tous, nous allons aussi collaborer avec nos partenaires provinciaux pour mettre un terme aux taux d'intérêts élevés, en offrant à tous les étudiants un nouveau taux d'intérêts plus bas, qui sera d'un demi pour cent au dessus du taux de base en vigueur, soit le taux offert par les banques à leurs clients les plus solvables. Nous allons aussi collaborer avec les provinces pour lancer un nouveau programme de prêts étudiants qui améliorera l'accès aux études supérieures pour les groupes sous-représentés, comme, entre autres, les Canadiens autochtones. Enfin, nous allons prolonger la période d'exemption de remboursement de 6 mois à deux ans après l'obtention du diplôme, sans intérêts. Nous allongerons aussi la période de remboursement des prêts étudiants.

Aider les apprentis et les étudiants qui travaillent l'été

Pour aider les apprentis, un gouvernement libéral leur ouvrira droit au crédit d'impôt mensuel de 400 dollars.

Au fur et à mesure que la génération du baby-boom prendra sa retraite, le Canada sera confronté à une pénurie de professionnels qualifiés. Pour aider les apprentis, un gouvernement libéral leur ouvrira droit au crédit d'impôt mensuel de 400 dollars. Les apprentis auront également droit au prêt d'études garanti de 5 000 dollars.

En plus de ces mesures, un gouvernement libéral restaurera le financement de 44 millions de dollars du Programme d'emplois d'été pour les étudiants, aboli par les conservateurs.



« Les conservateurs croient que les cinéastes canadiens devraient être censurés, mais nous, les libéraux, croyons qu'on devrait plutôt leur donner plus de ressources pour les aider à évoluer. »

7. Soutenir la culture canadienne

Un gouvernement libéral renversera les coupures récentes faites aux programmes en faveur des arts et de la culture.

La diversité culturelle et artistique du Canada est une part importante de notre identité nationale. Les activités culturelles rendent nos villes et nos collectivités plus vivantes et plus vivables. Elles favorisent la créativité, nous aident à comprendre nos origines et à imaginer notre avenir, et stimulent notre économie.

Le gouvernement doit mieux soutenir la littérature, la musique et d'autres formes de création au Canada. Malheureusement, le gouvernement actuel ne comprend pas à quel point les arts et la culture contribuent à la richesse de notre pays.

Les conservateurs de Stephen Harper ont supprimé le Programme de diplomatie ouverte qui permettait à nos diplomates à l'étranger de recourir à des artistes et produits culturels canadiens pour établir la communication avec les décideurs politiques et les influencer. Ils ont amputé les budgets des musées communautaires, et ils n'ont rien offert à la télévision canadienne, ni à notre industrie cinématographique, ni à nos associations culturelles. Avant que les libéraux ne les dénoncent, les conservateurs tentaient de donner à leur ministre le pouvoir de censurer nos cinéastes par le biais de quelques lignes cachées dans un texte de loi de 500 pages. Lorsque ces efforts ont échoué, ils ont simplement décidé de sabrer au moins 44,5 millions de dollars dans plusieurs programmes essentiels de soutien de la culture. Un gouvernement libéral renversera ces coupes sombres et restaurera le financement du Programme de diplomatie publique supprimé en 2006.

Nous allons augmenter de 30 % le crédit d'impôt pour production cinématographique et magnétoscopique canadienne.

Nous, libéraux, considérons que les cinéastes canadiens ont besoin de plus de ressources pour aider leur art et leur industrie à évoluer et à faire leur marque sur la scène mondiale. C'est pourquoi nous allons augmenter de 30 % le crédit d'impôt pour production cinématographique et magnétoscopique canadienne, parce qu'une telle mesure va non seulement aider nos cinéastes à produire davantage de films de qualité, mais permettre aussi la création de meilleurs emplois au sein d'une industrie qui emploie déjà plus de 125 000 personnes. Cela représente un engagement de plus de 160 millions de dollars en faveur de nos cinéastes.

Un gouvernement libéral va soutenir notre secteur culturel, accroître la compétitivité du Canada et la qualité de vie dans notre pays en invitant les plus grands artistes à représenter le Canada dans le monde, à célébrer et à encourager notre merveilleuse diversité.

Pour cela, nous allons commencer par mieux soutenir les institutions culturelles. Au cours des quatre prochaines années, nous allons doubler le budget du Conseil des arts du Canada, pour le porter à plus de 360 millions de dollars par an. Cela permettra au Conseil des arts du Canada de bien mieux financer les artistes, créateurs et instituts d'art de notre pays. En mettant ces fonds à leur disposition, nous donnerons aux artistes canadiens les moyens de créer des œuvres enthousiasmantes et imaginatives pour tous les Canadiens.

Pour permettre au monde entier de mieux connaître le Canada, en plus de restaurer les crédits supprimés par les conservateurs, nous allons augmenter de 15 millions de dollars sur trois ans le financement des programmes de promotion des arts sur la scène internationale.

Pour aider les musées du Canada à préserver notre précieux patrimoine culturel, nous allons accroître le financement fédéral qui leur est consenti, en consacrant 16 millions de dollars au Programme d'aide aux musées.

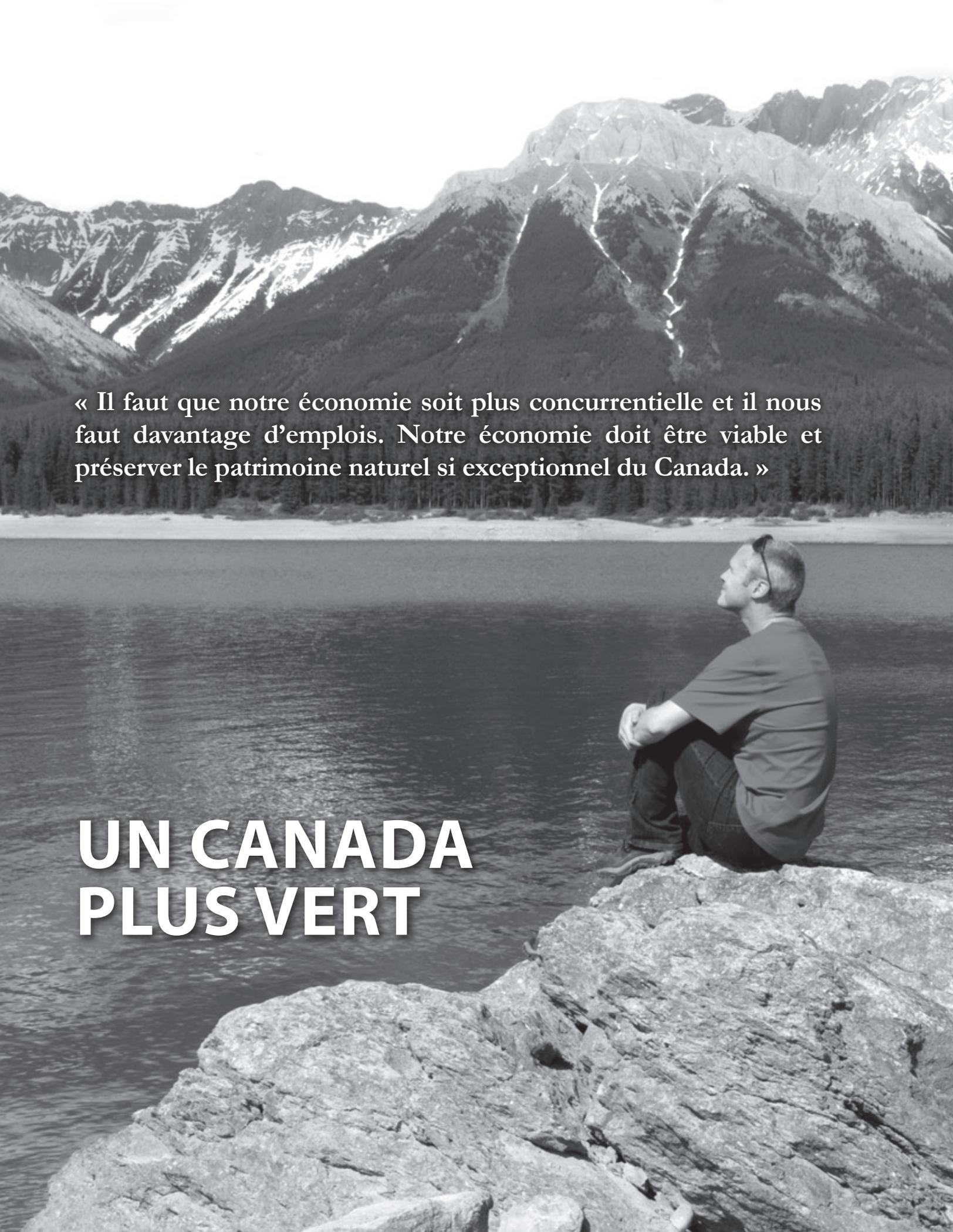
Nous allons favoriser la présence de contenu canadien dans les médias ; nous allons notamment demander au CRTC de continuer à exiger des médias, comme condition de la délivrance de permis de radiodiffusion et de télédiffusion, la production et la diffusion de contenu canadien.

Le Canada a particulièrement bien réussi à développer de nouveaux médias interactifs qui produisent des émissions éducatives et récréatives de pointe et les commercialisent au pays et à l'étranger. Pour tirer le meilleur parti de cette réussite et créer des emplois de qualité dans un secteur en pleine expansion, un nouveau gouvernement libéral élaborera une Stratégie canadienne des médias numériques. Cette stratégie consistera à garantir que les créateurs canadiens puissent devenir des chefs de file dans ce secteur, qui devrait valoir 65 milliards de dollars à l'échelle mondiale, d'ici 2010.

Un gouvernement libéral offrira l'étalement du revenu pour les artistes, une mesure importante qui aidera les auteurs, les artistes et les musiciens canadiens à continuer d'exceller.

Le soutien aux arts et à la culture du Canada doit aussi s'étendre au soutien des artistes eux-mêmes. C'est pourquoi un gouvernement libéral offrira l'étalement du revenu pour les artistes, en s'inspirant des dispositions du Québec sur l'étalement du revenu. Ainsi, notre système fiscal répondra mieux aux fluctuations du cycle du travail d'un artiste. Il s'agit d'une mesure importante qui aidera les auteurs, les artistes et les musiciens canadiens à continuer d'exceller.

Un gouvernement libéral va doubler le budget du Conseil des arts du Canada.

A black and white photograph of a man sitting on a rock by a lake, looking towards a large mountain range in the background. The man is in profile, wearing a dark t-shirt and dark pants, with his hands resting on his knees. The lake is calm, reflecting the sky. The mountains in the background are rugged and partially covered in snow. The overall scene is serene and natural.

« Il faut que notre économie soit plus concurrentielle et il nous faut davantage d'emplois. Notre économie doit être viable et préserver le patrimoine naturel si exceptionnel du Canada. »

**UN CANADA
PLUS VERT**

Un Canada plus vert

En mobilisant notre économie pour réduire la pollution et trouver de nouvelles manières de mener nos affaires qui soient plus respectueuses de l'environnement, le Tournant vert libéral va aider le Canada à se préparer un avenir plus vert. Mais il nous faut faire davantage pour lutter contre le réchauffement planétaire, assainir notre air et notre eau, et protéger nos espaces sauvages ainsi que les espèces qui les habitent.

Il faut que notre économie soit plus concurrentielle et il nous faut davantage d'emplois. Mais pour être viable, et pour que nous puissions préserver toute la beauté du patrimoine naturel si exceptionnel du Canada, notre économie doit croître dans le respect de l'environnement. Elle doit être performante aujourd'hui et pour les générations futures. Notre pays doit améliorer la qualité de vie de ses habitants, aujourd'hui et pour les décennies à venir. Nous devons réconcilier notre mode de vie avec notre environnement, notre santé et l'obligation morale que nous avons de léguer à nos enfants une atmosphère saine, une eau propre et une planète habitable. Le monde fait actuellement face à une crise mondiale sans précédent : le réchauffement planétaire. Les plus grands experts scientifiques nous disent qu'une augmentation de la température moyenne mondiale de 2 à 4 degrés Celsius suffirait à provoquer des changements catastrophiques dans nos écosystèmes et à menacer la vie telle que nous la connaissons. C'est pourquoi nous devons agir de toute urgence.

L'humanité a causé les changements climatiques actuels. L'humanité peut y remédier. Nous avons le savoir et les technologies. Maintenant, il nous faut le leadership nécessaire à la mobilisation de la société autour de cette tâche colossale.

La dernière fois que le Canada a dû relever un défi de cette taille, c'était lors de la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, tous les pans de la société canadienne, pouvoirs publics, travailleurs, entreprises et citoyens ordinaires, ont répondu à l'appel et se sont mobilisés d'un bout à l'autre du pays pour faire front. Nous en sommes encore capables. Le Canada a su se transformer en une puissance industrielle majeure du XXe siècle en seulement quelques années, et le Canada peut à nouveau saisir la chance de transformer son économie, pour la rendre moins énergivore, moins polluante et mieux adaptée aux marchés du XXIe siècle. Mobiliser les ressources de notre économie autour de la lutte contre les changements climatiques permettra à notre pays de sortir gagnant de la prochaine révolution industrielle.

Un gouvernement libéral va faire du Canada le chef de file de la révolution verte.

Notre Tournant vert va assigner un coût à la pollution, stimuler l'innovation et l'efficacité, assainir notre environnement et dynamiser notre économie.

Notre Fonds pour la prospérité et les industries de pointe va générer un afflux d'investissements dans la fabrication des produits plus verts et plus efficaces qui vont dominer les marchés de demain.

Nos investissements en recherche-développement vont faire en sorte que les politiques publiques soient toujours influencées par la recherche et les sciences et que les décideurs et la population comprennent bien tous les effets du réchauffement planétaire sur nos collectivités et sur notre économie. Ainsi, nous aurons tous les atouts en main pour nous adapter à l'inévitable, et pour prévenir ce qui ne l'est pas.

Enfin, les investissements que nous allons faire en faveur de nos infrastructures vont apporter aux villes et aux collectivités canadiennes l'aide dont elles ont besoin pour polluer moins, ainsi que la résilience voulue pour réagir aux effets à long terme des changements climatiques.

L'économie mondiale est de plus en plus compétitive et de plus en plus sensible aux restrictions énergétiques et environnementales. Les pays qui prennent dès maintenant des mesures décisives et viables seront les leaders de demain. Le Canada doit être des leurs. Grâce au plan libéral, il le sera.

1. Un plan de lutte contre la crise des changements climatiques

Si le réchauffement planétaire est le plus grand défi de notre temps, il nous offre aussi une chance unique. En stimulant dès aujourd'hui les technologies et les pratiques économes et écologiques, le Canada va pouvoir devenir l'un des leaders économiques de demain. Notre Tournant vert, fondement d'une authentique stratégie de lutte contre les changements climatiques, assigne un coût aux rejets de carbone afin de réduire la pollution carbonique qui est produite par l'ensemble de nos acteurs économiques et qui se retrouve dans nos espaces naturels.

Si nous voulons avoir un plan d'action clair ici au pays et être pris au sérieux par la communauté internationale, il nous faut établir des objectifs précis pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre à court, moyen et long terme. C'est pourquoi un gouvernement libéral va :

- respecter les engagements et les obligations internationales que nous avons contractés en vertu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ;
- d'ici 2020, réduire nos émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport à 1990, voire de 25 % si les autres pays s'engagent à fournir un effort similaire ;
- d'ici 2035, réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 1990 ;
- d'ici 2050, réduire les émissions de gaz à effet de serre de 60 % à 80 % par rapport à 1990.

Un gouvernement libéral réduira d'ici à 2020, réduire nos émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport à 1990.

Ces objectifs sont ambitieux mais réalistes. Ils correspondent à ceux d'autres juridictions importantes. Mais surtout, les experts nous disent qu'ils sont nécessaires pour contrer les effets néfastes des changements climatiques et protéger notre

santé. Conscient de cette nécessité, un gouvernement libéral va tout mettre en œuvre pour que le Canada atteigne ses objectifs et devienne un leader mondial en matière de gouvernance environnementale.

Réduire les émissions industrielles de gaz à effet de serre

Plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre au Canada proviennent des grands émetteurs industriels. Les experts sont formels : la démarche du gouvernement conservateur est si timide et si pleine d'échappatoires qu'elle n'aura que peu d'effets.

Un gouvernement libéral va agir immédiatement en assignant un coût au carbone. En quatre ans, ce coût atteindra 40 dollars par tonne. Au début, le coût sera modeste pour donner aux entreprises le temps de s'adapter, et puis il augmentera progressivement pour signifier clairement aux pollueurs industriels que le temps où l'on pouvait produire sans se soucier de la pollution est révolu. C'est dès notre premier budget que nous allons appliquerons cette mesure, de façon à permettre aux entreprises canadiennes de commencer dès que possible à réduire leurs émissions et leur consommation d'énergie.

Pendant que l'économie s'ajuste en prévision d'un avenir qui s'oriente vers une réduction de la consommation et des rejets de carbone, un gouvernement libéral prendra le temps et le soin d'établir des quotas fixes d'émission de gaz à effet de serre pour les industries les plus polluantes – production de gaz et de pétrole, production d'énergie, industries énergivores – pour s'assurer que les entreprises concernées réduiront bel et bien leurs émissions nocives pour notre santé et notre environnement.

Nous allons mettre en place un véritable système d'échange de droits d'émissions, pour récompenser les entreprises qui réduisent rapidement leurs émissions et leur permettre de vendre leurs quotas non utilisés à celles qui ont besoin d'un peu plus de temps. Ce système d'échange d'émissions s'appuiera sur les forces du marché pour lutter contre les changements climatiques. Il imposera des limites fixes aux émissions industrielles et comprendra un système de mise aux enchères des permis d'émission, tout en laissant le marché décider de la meilleure manière d'obtenir les réductions voulues au meilleur coût.

Nous allons faire en sorte que ce système de quotas et d'échange soit compatible avec les systèmes d'échange internationaux et qu'il soit intégré à nos autres initiatives, pour que les entreprises concernées par les quotas ne soient pas « doublement taxées » ni traitées injustement.

Notre plan va offrir aux entreprises la clarté et la fiabilité dont elles ont besoin pour prendre de bonnes décisions quant à leurs investissements et à leurs prévisions pour l'avenir. Il va aussi offrir la certitude que nos émissions polluantes vont baisser considérablement.

Crédit pour la réduction des émissions

Un des avantages d'un système d'échange de droits d'émissions est l'incitation financière qu'il offre aux secteurs de notre économie qui ne sont pas liés à la

Nous allons créer un crédit pour la réduction des émissions, valant 400 millions de dollars sur quatre ans, pour offrir des crédits d'impôt remboursables aux secteurs, comme les secteurs agricole et forestier, qui réduisent de manière vérifiable et concrète leurs émissions.

Un gouvernement libéral offrira le programme Encouragement à la production d'énergies renouvelables, qui va nous permettre de produire 10 % de l'électricité canadienne à partir de sources d'énergie peu polluantes, et ce, d'ici 2015.

production d'énergie, comme l'agriculture et la foresterie. Mais un tel système ne peut pas être mis en œuvre du jour au lendemain. En attendant, nous allons créer un crédit pour la réduction des émissions, valant 400 millions de dollars, pour offrir des crédits d'impôt remboursables aux secteurs, comme le secteur agricole, qui piègent les gaz à effet de serre ou réduisent les quantités émises. Un gouvernement libéral rendra profitable les pratiques agricoles de la culture sans labour ou à labour minimal et l'exploitation raisonnée des forêts.

Stratégie pour une énergie propre

Actuellement, les sources d'énergie renouvelables représentent moins de 5 % de l'électricité produite au Canada. Nous devons faire beaucoup mieux. Un gouvernement libéral fera en sorte que le Canada s'ouvre à des sources d'énergie vertes qui nous permettent de passer d'une production d'énergie polluante à des sources plus propres. Il le faut pour que nous restions concurrentiels dans une économie mondiale de plus en plus limitée par les contraintes liées au carbone.

Un gouvernement libéral favorisera l'accès aux technologies dont notre pays a besoin pour devenir un super producteur d'énergie propre. Nous offrirons un Encouragement à la production d'énergies renouvelables qui va au moins doubler les sources d'énergie peu émissives disponibles au Canada. Notre objectif est de produire 12 000 mégawatts, soit 10 % de l'électricité canadienne, à partir de sources renouvelables peu polluantes, d'ici à 2015, et 15 % d'ici à 2020. Ces mesures d'encouragement vont générer des investissements de plus de 25 milliards dans le secteur de l'énergie verte et créer des milliers d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens.

Une partie des incitatifs mentionnés ci-dessus sera consacrée à l'augmentation de la production et de l'usage d'énergies renouvelables dans les régions éloignées et le Nord canadien, qui dépendent actuellement de groupes électrogènes diesel. Si ces projets fournissent 10 % de la demande totale en électricité dans les régions éloignées, nous économiserons des centaines de millions de litre de gasoil, que nous devons actuellement importer.

Nous allons aussi utiliser le pouvoir d'achat du gouvernement fédéral pour stimuler le marché des énergies renouvelables en instaurant des objectifs dans tous les services du gouvernement fédéral pour l'achat d'énergie produite à partir de sources non polluantes.

Au cours des ans, les entreprises qui explorent et exploitent les sables bitumineux ont profité d'un abattement fiscal spécial sur leur investissement, qui était destiné à prendre en compte le risque lié aux nouvelles technologies qui n'avaient pas encore fait leurs preuves. Aujourd'hui, ces mesures ne sont plus justifiables : les technologies ont été perfectionnées, le prix du baril de pétrole atteint la centaine de dollars et les pétrolières engrangent des profits sans précédent. Un gouvernement libéral mettra immédiatement fin au traitement de faveur réservé à l'exploitation des sables bitumineux. Cependant, les compagnies pétrolières qui investissent dans des technologies qui leur permettront de réduire leurs émis-

sions de gaz à effet de serre bénéficieront de notre nouvelle déduction pour amortissement accéléré, qui récompense ce type de démarche.

Aider les Canadiens à passer au vert

Les libéraux savent que les Canadiens veulent contribuer à la lutte contre les changements climatiques et réduire leur facture d'énergie. Ils veulent que leur gouvernement les encourage au lieu de les dissuader. Les Canadiens peuvent faire leur part dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en économisant de l'argent en rendant les logements, les bâtiments et les véhicules plus éconergétiques.

Des logements et des bâtiments plus verts

Chauffer ou climatiser son logement coûte cher et consomme beaucoup d'énergie. Le Canada a déjà été un chef de file en matière d'efficacité énergétique résidentielle. Mais aujourd'hui, il est à la traîne et ses concurrents mondiaux sont en train de le dépasser, car ils se préparent activement au futur marché de logements autonomes. Ces logements sont conçus pour consommer peu d'énergie et utiliser des sources d'énergie renouvelables, de sorte que, sur une base annuelle, leur consommation nette d'énergie ne provienne pas du réseau de distribution électrique général.

L'objectif du gouvernement libéral est de rénover 50 % des logements canadiens d'ici 2020 et 100 % des logements d'ici 2030.

Un gouvernement libéral va offrir de forts incitatifs à la rénovation de logements. Ces mesures entraîneront une vague de rénovations qui permettra aux familles de profiter des 20 à 40 % d'économies facilement réalisables sur leur facture de gaz et d'électricité. Notre objectif est de rénover 50 % du parc immobilier canadien d'ici à 2020, et 100 % d'ici à 2030. Pour aider les Canadiens à protéger leur famille de la hausse du prix de l'énergie, nous allons :

- Doubler les aides financières fédérales pour encourager les Canadiens à rénover leur logement et à économiser sur leur facture de chauffage et d'électricité. Nous apporterons une aide financière directe d'un maximum de 10 000 dollars à tout foyer qui procédera à des rénovations telles que l'isolation, la protection contre les intempéries et l'installation d'un chauffage efficace.
- Offrir des hypothèques vertes sans intérêt d'un maximum de 10 000 dollars pour financer le coût initial de rénovations majeures destinées à économiser de l'énergie, comme l'installation de systèmes de chauffage solaire ou géothermique, qui sont particulièrement économes.

Les ménages dont le revenu est faible consacrent une plus grande part de leur revenu à leur facture d'énergie. Les conservateurs ont amputé les programmes d'aide aux Canadiens de condition modeste, les livrant à eux-mêmes face à la hausse du prix de l'énergie, alors qu'ils ont besoin d'un appui pour réduire leurs frais de chauffage et d'électricité une bonne fois pour toutes.

Un gouvernement libéral mettra en œuvre un Fonds de partenariat pour la ré-

Un gouvernement libéral apportera une aide financière directe d'un maximum de 10 000 dollars à tout foyer qui procédera à des rénovations telles que l'isolation, la protection contre les intempéries et l'installation d'un chauffage efficace.

Nous allons mettre en œuvre un Fonds de partenariat pour la rénovation des logements modestes, doté de 140 millions de dollars, pour aider les Canadiens ayant un revenu bas à mettre à niveau leur logement.

novation des logements modestes, doté de 140 millions de dollars, pour aider les Canadiens ayant un revenu bas à mettre à niveau leur logement, y compris les logements communautaires gérés par le gouvernement fédéral, et ainsi réduire les coûts de l'énergie pour ceux qui ont le plus de difficulté à les assumer.

Un gouvernement libéral s'assurera également que les Canadiens pourront choisir les appareils les plus performants en adoptant des normes de consommation plus strictes pour les appareils électroménagers comme les chaudières, climatiseurs, laveuses et sècheuses. Nous allons renforcer la loi sur l'efficacité énergétique et modifier son mode d'application pour que les normes canadiennes en matière d'efficacité énergétique soient comparables, voire supérieures, aux normes les plus strictes en Amérique du Nord et en Europe.

Pour remplacer les timides mesures prises par le gouvernement conservateur, un gouvernement libéral va imposer des normes strictes en matière de consommation d'énergie à tous les appareils électroménagers, selon les meilleurs taux de consommation que la technologie actuelle courante permet d'atteindre. Ces normes seront mises à jour tous les 3 ans pour encourager des progrès constants et retirer progressivement du marché les appareils les moins économes qui contribuent le plus aux changements climatiques causés par la pollution. Ainsi, les Canadiens pourront profiter rapidement des économies immédiates réalisées grâce à l'efficacité énergétique, qu'ils soient propriétaires de logement, de local professionnel ou de bâtiment institutionnel, ou encore locataires industriels.

Simultanément, nous allons mettre à jour les directives qui concernent la consommation d'énergie dans les codes modèles canadiens pour les bâtiments et les habitations. Nous allons collaborer avec les provinces pour que les nouvelles directives soient appliquées partout au pays et pour mettre progressivement en œuvre les cotes de rendement énergétique pour les bâtiments, afin que les nouveaux édifices soient conformes à nos objectifs en matière d'environnement.

Un gouvernement libéral offrira des mesures d'encouragement aux modes de chauffage écologiques (grâce à de nouvelles technologies de chauffage et de climatisation dans les édifices d'habitation) en permettant la Déduction pour amortissement accéléré, pour que les propriétaires d'édifices puissent recouvrer leur investissement plus rapidement.

Nous allons aussi encourager les institutions bancaires à offrir des financements ciblés aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux prestataires de services énergétiques, pour les inciter à prendre les mesures suggérées dans l'évaluation de leur consommation d'énergie.

Des moyens de transport plus verts

Près du quart des émissions de gaz à effet de serre au Canada provient des transports. Un gouvernement libéral prendra des mesures décisives pour réduire ces émissions et maintenir des emplois de bonne qualité au Canada, en s'assurant que les Canadiens construisent les véhicules verts de demain.

Pour aider les entreprises à réduire leurs émissions, nous allons créer un nouveau Fonds vert pour les pêches et les transports, qui aidera aussi les gestionnaires de transports en commun à moins consommer et qui offrira des rabais et des encouragements à l'investissement d'une valeur totale de 250 millions de dollars, pour promouvoir les technologies de réduction de consommation de carburant, comme les dispositifs anti-ralenti dans les transports routiers ou l'alimentation à quai pour la pêche.

Au fur et à mesure que la hausse du prix du carburant forcera les consommateurs à exiger des véhicules plus économes, les entreprises canadiennes devront être aux avant-postes de cette nouvelle production. Pour assister les constructeurs automobiles dans cette transition, un nouveau gouvernement libéral mettra en œuvre de nouvelles normes de consommation de carburant pour l'après-2010 et collaborera avec les États-Unis pour établir des normes communes ambitieuses pour notre secteur automobile intégré. Nous utiliserons aussi le fonds PIP pour inciter les constructeurs automobiles à choisir le Canada pour leurs usines de production de véhicules écologiques.

Pour aider les Canadiens à réduire les émissions qu'ils produisent en conduisant, nous établirons une nouvelle norme nationale pour le taux de carbone émis par les carburants, en imposant l'utilisation de la nouvelle génération de biocarburants et autres additifs, de sorte que, d'ici 2020, les véhicules produits au Canada émettront 10 % moins de carbone. Ainsi, conduire sera moins polluant. Nous améliorerons aussi considérablement les programmes de mise à la casse, en collaboration avec les provinces, pour que les vieilles voitures polluantes soient retirées de la circulation plus tôt.

Enfin, nous ferons en sorte que les milliers de véhicules qui constituent le parc automobile fédéral soient des véhicules écologiques à faible consommation d'essence.

Mieux informer pour mieux agir

Proportionnellement au nombre de ses habitants, le Canada produit plus de gaz à effet de serre que la plupart des autres pays, y compris les États-Unis. Les Canadiens savent que cela doit changer et veulent faire leur part. Un gouvernement libéral aidera les Canadiens à profiter de la nouvelle économie verte tout en faisant leur part pour un monde meilleur. Pour cela, chaque canadien doit mieux comprendre comment il affecte l'environnement : son « empreinte écologique ».

Un gouvernement libéral créera une calculatrice d'empreinte écologique complète adaptée au Canada pour que les Canadiens puissent déterminer quelles activités causent le plus de dommages à l'environnement. Nous donnerons aux Canadiens les informations dont ils ont besoin pour prendre de bonnes décisions pour l'environnement et pour eux-mêmes.

De nombreux Canadiens achètent des contreparties pour compenser leurs émissions de carbone auprès d'organismes qui œuvrent pour réduire ces émissions

Un nouveau gouvernement libéral mettra en œuvre de nouvelles normes de consommation de carburant pour l'après-2010 et collaborera avec les États-Unis pour établir des normes communes nord-américaines ambitieuses.

Un gouvernement libéral créera une calculatrice d'empreinte écologique complète adaptée au Canada pour que les Canadiens puissent déterminer quelles activités causent le plus de dommages à l'environnement.

ailleurs. Mais ils veulent être certains que ces efforts produisent des résultats concrets. Un gouvernement libéral délivrera une accréditation supérieure aux programmes de compensation des émissions carboniques, de sorte que les Canadiens puissent avoir toute confiance dans les compensations qu'ils achètent pour équilibrer leur empreinte environnementale pendant qu'ils prennent les mesures nécessaires pour produire moins d'émissions nocives.

Adaptation

Un gouvernement libéral délivrera une accréditation supérieure aux programmes de compensation des émissions carboniques, de sorte que les Canadiens puissent avoir toute confiance dans les compensations qu'ils achètent.

Un gouvernement libéral coordonnera une Stratégie nationale de transition qui aidera tous les pouvoirs publics à mieux comprendre les effets du réchauffement planétaire et à mieux se préparer à ceux qui sont d'ores et déjà une réalité. Notre nouveau Fonds interdisciplinaire pour le développement durable financera en partie la recherche sur ces effets et nos investissements conséquents dans l'infrastructure tiendront bien évidemment compte des impératifs liés à une telle transition.

2. Pureté de l'air

Le plan de lutte libéral contre les changements climatiques ne va pas seulement stimuler la lutte contre le réchauffement planétaire ; il va aussi permettre de purifier l'air que nous respirons parce qu'en étant plus économes et en utilisant plus d'énergie renouvelable, nous allons moins rejeter de smog et de pollution dans l'atmosphère.

Des millions de Canadiens vivent dans des régions où le smog, la brume sèche et les pluies acides causent de graves problèmes de santé. Le lien entre la pollution de l'air et les maladies respiratoires est bien connu. Nous observons une hausse alarmante du nombre d'enfants souffrant d'asthme et les recherches récentes montrent même un lien entre la pollution de l'air et les maladies vasculaires-cérébrales. Chaque année, des milliers de Canadiens meurent et des dizaines de milliers d'autres sont hospitalisés et doivent s'absenter du travail ou de l'école en raison de la pollution atmosphérique.

La pureté de l'air est une priorité depuis longtemps pour le Parti libéral, mais il reste beaucoup à faire et nous avons l'intention de nous y mettre, en collaboration avec les provinces et les municipalités.

Un gouvernement libéral adoptera des Normes nationales de qualité de l'air ambiant strictes afin de réduire les polluants qui.

En plus des initiatives prévues dans le cadre du Tournant vert, un gouvernement libéral adoptera des normes nationales de qualité de l'air ambiant strictes afin de réduire les polluants qui causent le smog, la brume sèche, les pluies acides et d'autres problèmes. Ces nouvelles normes contribueront à protéger les Canadiens des sources de pollution atmosphériques dans leur région, grâce à des niveaux de qualité de l'air basés sur leur santé.

Nous allons aussi aider les entreprises à améliorer leur équipement en ouvrant droit à un crédit d'impôt rapide pour l'achat de matériel de contrôle de la pollution, et mettre en œuvre une Stratégie globale de réduction du mercure qui va contribuer à la réduction de cette neurotoxine dangereuse dans notre environnement.

3. Protéger notre eau

Les Canadiens s'attendent à ce que, lorsqu'ils ouvrent le robinet, l'eau qui en sort soit propre et potable.

Nous voulons pouvoir jouer sur nos plages et nager dans nos lacs sans peur d'être exposés à des substances toxiques ou à des eaux d'égout non traitées.

Nous voulons maintenir notre productivité agricole et industrielle, qui dépend principalement de l'eau, et évidemment, nous voulons faire en sorte que les espèces aquatiques, les végétaux marins et la biodiversité de nos écosystèmes soient protégés.

Malgré quelques grandes améliorations apportées au cours de la dernière décennie, bon nombre de nos cours d'eau se dégradent toujours en raison des contaminants et du traitement inadéquat des eaux usées. De nouvelles menaces surgissent : des substances toxiques provenant notamment de produits ou de médicaments s'accumulent dans nos réseaux aquatiques à mesure que le réchauffement planétaire fait baisser le niveau de l'eau et met les écosystèmes en danger. Et la quantité d'eau nécessaire à la production toujours croissante d'énergie, particulièrement dans les sables bitumineux, est gigantesque.

C'est pourquoi nous avons besoin de mesures énergiques pour protéger notre eau. Un gouvernement libéral prendra de telles mesures. Afin de nettoyer nos cours d'eau et de les maintenir propres, nous allons lancer une Stratégie nationale pour l'eau qui comportera un ensemble intégré de règlements, de contrôles, de mesures d'application de la loi et de nouveaux investissements.

Nous allons lancer une Stratégie nationale pour l'eau pour nettoyer nos cours d'eau et les maintenir propres.

Nos importants engagements en faveur de l'infrastructure vont aider nos villes et nos collectivités à investir dans les installations de traitement d'eau nécessaires pour gérer la demande plus efficacement et préserver une réserve d'eau pure.



« Le Canada et le monde font face aujourd'hui à une crise mondiale sans précédent : le réchauffement planétaire. »

Un gouvernement libéral investira 400 millions de dollars dans un Fonds canadien de l'eau visant à protéger et à améliorer la qualité de nos cours d'eau.

Notre Stratégie nationale comprendra un Fonds canadien de l'eau doté de 400 millions de dollars qui permettra :

- D'intensifier la surveillance et de multiplier les rapports sur la quantité et la qualité de l'eau au Canada.
- D'assainir nos lacs et nos cours d'eau, notamment les « points noirs » qui se trouvent dans les Grands Lacs (zones critiques), le Saint-Laurent et le lac Winnipeg.
- De mener des recherches sur l'impact des nouveaux polluants contenus dans l'eau sur la santé des humains et des écosystèmes aquatiques.
- De lutter contre les espèces envahissantes comme la lamproie marine ou la moule zébrée, qui détruisent nos écosystèmes aquatiques.
- De cartographier les réserves d'eau souterraines du Canada qui nous approvisionnent en eau potable, de sorte que nous sachions d'où provient notre eau souterraine et comment elle est affectée par les activités humaines.
- D'appuyer les programmes d'assainissement de l'eau douce dans les exploitations agricoles et dans les collectivités gérés par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies.

Les priorités de ce fonds seront contrôlées par un Conseil national des eaux composé de représentants de tous les pouvoirs publics, des Premières Nations, des industries, des instituts de recherches et des intervenants communautaires.

Un gouvernement libéral va également assurer le contrôle que le Canada exerce sur nos eaux et présentera un projet de loi pour interdire l'exportation massive de l'eau.

Pour protéger efficacement les réserves d'eau canadiennes, un gouvernement libéral va également asseoir le contrôle que le Canada exerce sur nos eaux, notamment en présentant un projet de loi complémentaire pour interdire l'exportation massive d'eau et en s'opposant vigoureusement aux détournements de cours d'eau vers les États-Unis, qui se feraient au détriment du Canada. Nous allons interdire le déversement d'eaux d'égout non traitées dans nos cours d'eau et exercer nos pleins pouvoirs de réglementation fédérale pour mettre fin à la surcontamination des cours d'eau, particulièrement dans les régions les plus menacées, comme la rivière Athabaska.

Enfin, un gouvernement libéral présentera un projet de loi sur la valorisation de l'eau qui, pour la première fois, établira des normes pour les produits utilisés au Canada et pour l'étiquetage des produits, pour indiquer au consommateur les caractéristiques concernant la consommation d'eau.

4. Protéger notre santé contre les substances toxiques

Des matières dangereuses sont couramment utilisées comme additifs chimiques dans les produits de consommation courante. Alors que les Canadiens sont exposés à une foule de produits chimiques qui peuvent entraîner de nombreux problèmes de santé, nous n'en savons toujours pas assez sur ces effets. Ce que nous savons, c'est qu'un parent qui met son bébé au berceau ne devrait pas avoir à s'inquiéter de savoir si le matelas est néfaste pour la santé de son enfant.

Pour s'assurer qu'on ne vend que des aliments sains et des produits sécuritaires au Canada, un gouvernement libéral mettra en œuvre une Stratégie de réduction des substances toxiques.

Un gouvernement libéral mettra en œuvre une Stratégie de réduction des substances toxiques pour s'assurer que seuls des produits et des aliments sûrs sont vendus au Canada.

Dans le cadre de cette stratégie, nous allons encourager les fabricants à cesser d'utiliser des substances nocives et à chercher des solutions plus saines. Pour commencer, nous allons imposer une norme de sécurité générale à tous les produits de consommation nouveaux sur le marché pour nous assurer que ces produits ne posent aucun danger pour la santé, que ce soit par exposition directe au produit ou par son introduction dans l'environnement.

Nous allons également créer une « liste noire » des substances carcinogènes et toxiques qui nuisent au développement et qui devraient être interdites dans la fabrication de produits de consommation, et établir un calendrier ferme pour leur retrait. Par le biais d'une loi, nous allons garantir que des substituts sans danger viendront remplacer les substances toxiques dans les produits, au fur et à mesure de leur disponibilité.

Nous obligerons les entreprises à divulguer le résultat de toutes les études sur les effets de leurs produits, pas seulement les conclusions positives. Nous allons accroître considérablement les pouvoirs de Santé Canada et veiller à ce que les produits fassent l'objet de tests sérieux, y compris des tests aléatoires sur les produits en magasin.

En outre, un nouveau gouvernement libéral veillera à ce que les représentants du gouvernement aient l'obligation d'agir lorsque le gouvernement est informé d'un risque présenté par un produit de consommation. À l'heure actuelle, ce que les conservateurs proposent n'exige aucune action de la part du gouvernement si un risque est identifié. Cette attitude de laisser-faire indique à l'industrie que le Canada est un dépotier potentiel pour tous les produits problématiques. C'est inacceptable.

Un gouvernement libéral respectera le principe du droit de savoir du consommateur : les entreprises devront inscrire clairement sur l'étiquette de leurs produits quelles substances dangereuses sont contenues dans ces derniers. Il ne faudra pas qu'un doctorat en chimie soit nécessaire pour comprendre l'étiquette ! Nous allons également élargir le programme de certification des étiquettes ÉcoLogo du gouvernement du Canada, pour aider les consommateurs à repérer les produits et services qui sont les moins dommageables pour l'environnement et la santé humaine.

Un gouvernement libéral respectera le principe du droit de savoir du consommateur: les entreprises devront inscrire clairement sur l'étiquette de leurs produits quelles substances dangereuses sont contenues dans ces derniers.

Enfin, un nouveau gouvernement libéral jouera un rôle plus actif pour protéger les Canadiens et pour nous permettre d'approfondir nos connaissances sur les effets des produits chimiques sur la santé humaine, particulièrement sur les plus vulnérables. Nous allons élargir l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé, lancée par l'ancien gouvernement libéral, qui mesure la présence de substances toxiques dans le corps humain. Et nous allons créer un Réseau pour la santé et la prévention des maladies liées à l'environnement chez l'enfant, de manière à combler, le plus vite possible, notre manque de connaissances sur l'impact des produits chimiques sur le corps humain, particulièrement chez les plus vulnérables d'entre nous, les enfants, et pour nous permettre de mieux réglementer

les substances qui nous inquiètent.

Sécurité alimentaire

Un gouvernement libéral consacra 50 millions supplémentaires à la création d'un filet de sécurité alimentaire supplémentaire.

Les Canadiens sont très inquiets pour leur santé suite aux drames causés par des aliments contaminés qui ont trouvé leur chemin jusqu'aux étagères de nos supermarchés. La vague de rappels alimentaires qui en a découlé suit de près la décision prise par le gouvernement conservateur de limiter le temps que les inspecteurs alimentaires passent sur le terrain. Encore plus grave, les conservateurs ont conçu un plan pour limiter encore davantage le rôle des inspecteurs. Le Parti libéral considère qu'il est important de tirer les leçons de la tragédie de Walkerton ou de la listériose et de mettre l'accent sur des mesures concrètes pour que notre alimentation soit la plus sûre possible.

Pour que les viandes pré-emballées et les autres aliments soient sûrs pour notre santé, un gouvernement libéral consacra 50 millions de dollar supplémentaires à la création d'un filet de sécurité alimentaire supplémentaire. Nous voulons que les inspecteurs retournent sur le terrain et se concentrent sur la salubrité de nos aliments plutôt que sur les procédures administratives. Nous allons recruter de nouveaux inspecteurs et faire en sorte qu'ils aient accès aux technologies les plus modernes pour faire leur travail. Nous allons augmenter le nombre d'inspections réalisées sur les aliments produits ou importés au Canada. Il faut que les Canadiens puissent avoir toute confiance dans les produits qui arrivent sur leur table. C'est leur droit. Plus d'inspections, c'est une meilleure sécurité alimentaire pour tous les Canadiens.

5. Protéger notre patrimoine naturel

Nous allons créer une Stratégie nationale pour la gestion responsable des écosystèmes afin de protéger au moins 50 % des espaces sauvages du Canada.

Pour protéger les écosystèmes canadiens qui subissent les effets de la pollution et de la surexploitation, un gouvernement libéral élaborera une Stratégie nationale pour la gestion responsable des écosystèmes qui sera basée sur les connaissances scientifiques et qui permettra de réagir aux pressions grandissantes exercées sur notre environnement. Notre objectif : protéger au moins 50 % des espaces sauvages vierges du Canada en créant des réseaux inter-reliés de zones protégées, et nous assurer que l'exploitation des ressources est effectuée en conformité avec les normes environnementales les plus strictes.

Les libéraux tiennent à sauvegarder cet incroyable patrimoine naturel qui contribue à la qualité de vie des Canadiens, à notre fierté collective, à notre identité nationale et à notre prospérité.

Mais les grands écosystèmes que les Canadiens adorent et qui soutiennent notre économie et nos collectivités rurales n'ont jamais été aussi menacés.

Préserver les espaces sauvages et la biodiversité du Canada

Pour protéger les écosystèmes canadiens qui subissent les effets de la pollution et de la surexploitation, un gouvernement libéral élaborera une Stratégie nationale pour la gestion responsable des écosystèmes qui sera basée sur les connaissances scientifiques et qui permettra de réagir aux pressions grandissantes exercées sur



« Nous devons faire plus pour lutter contre les changements climatiques, pour assainir notre eau et notre air, pour protéger la faune, la flore et nos espaces sauvages. »

notre environnement. Notre objectif : protéger au moins 50 % des espaces sauvages vierges du Canada en créant des réseaux inter-reliés de zones protégées, et nous assurer que l'exploitation des ressources soit effectuée en conformité avec les normes environnementales les plus strictes.

Un nouveau gouvernement libéral fera du Canada un exemple mondial de conservation écologique, en établissant un réseau de parcs nationaux et de zones protégées. Ce réseau inclura de nouveaux parcs nationaux pour protéger une partie représentative de chacun des 39 différents paysages canadiens, en commençant dans le Nord. Nous créerons aussi des réserves nationales de la faune, des sanctuaires d'oiseaux migrateurs et des zones marines protégées, qui sont grandement nécessaires.

Dans la mise en œuvre de cette stratégie, nous ferons de l'intégrité écologique une grande priorité dans la gestion de ces parcs en partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux. Nous nous assurerons que ces réseaux d'espaces protégés sont créés au sein de territoires et des zones marines plus larges, en concertation avec les collectivités locales, où les activités humaines respecteront leur valeur écologique, sociale et économique.

Pour protéger la forêt boréale canadienne, puisqu'il s'agit de l'une des plus grandes forêts toujours intactes et de l'un des plus importants systèmes écologiques humides de la planète, nous collaborerons avec les provinces et les territoires à la mise en œuvre d'un cadre de préservation qui protégera au moins la moitié des zones de forêt boréale et qui n'autorisera que les projets de développement soigneusement gérés sur le reste du territoire.

Faire du Canada le champion de la santé des océans

Un gouvernement libéral prendra des mesures ambitieuses pour restaurer l'équilibre écologique de nos océans et de nos écosystèmes marins et pour renforcer nos collectivités littorales. En 1997, un gouvernement libéral a présenté la loi sur les océans, qui visait à améliorer la protection de nos océans. Et en 2005, afin d'accentuer cette protection, nous avons présenté le Plan d'action pour les océans. Nous avons créé la première zone marine protégée au Canada. Et maintenant, nous devons terminer ce que nous avons commencé en assurant la gestion intégrée des paysages marins canadiens, y compris leur zonage, avec la même rigueur que celle qui est appliquée aux autres types de paysage.

D'ici 2012, un gouvernement libéral va créer un réseau fédéral de plus de 30 zones marines protégées. Nous allons nous assurer que ce réseau est accompagné d'une nouvelle stratégie de zonage et de gestion des océans, et que les décisions sur la manière de réduire les menaces qui pèsent sur la santé de nos océans sont prises en concertation avec les individus et les collectivités concernées.

En partenariat avec les collectivités locales, l'industrie et les pouvoirs publics provinciaux et territoriaux, nous allons agir pour améliorer la santé des stocks d'espèces essentielles, en poursuivant les initiatives de restauration et de diversification des stocks de saumon et de morue. Pour ce faire, nous allons faire appel à des moyens divers, comme l'investissement dans la préservation des milieux naturels et la création de nouvelles zones protégées. Il y aura notamment

la première zone marine protégée internationale pour empêcher la surpêche des bateaux étrangers dans les aires d'alevinage des morues situées sur la Queue des Grands Bancs, qui sont absolument essentielles. Nous allons investir dans les programmes de recherche et les mesures de contrôle pour que les pêches canadiennes soient gérées de façon viable, pour protéger la santé de nos océans et les collectivités qui vivent de la pêche, et nous allons tirer parti du marché de l'exportation des produits d'une pêche viable.

Enfin, un nouveau gouvernement libéral va s'efforcer de dépolluer les océans et agira vigoureusement pour prévenir les nouvelles pollutions en augmentant les mesures d'application des lois maritimes. Les règlements sur les polluants industriels et le déversement de déchets doivent être respectés, et les contrevenants seront sanctionnés. Nous allons aussi créer un système de réponse d'urgence en cas de marée noire qui sera l'un des plus efficaces au monde, notamment dans l'océan Arctique, où la fonte des glaces va augmenter le risque d'accidents écologiques.

Protéger les espèces menacées

Le gouvernement sortant n'a pas rempli son devoir de protéger adéquatement les espèces en voie de disparition. La protection de l'habitat est essentielle à la survie d'une espèce. Pourtant, le gouvernement conservateur a même refusé de dresser la liste des habitats naturels des espèces menacées, malgré les exigences claires de la loi sur les espèces en péril, qui le lui imposent. Des associations civiles ont dû le poursuivre en justice pour tenter de lui faire entendre raison.

Un nouveau gouvernement libéral assurera rapidement la cartographie et la protection de l'habitat des espèces concernées par la loi sur les espèces en péril, et il accélérera la création de la liste de ces espèces menacées ou en voie d'extinction et qui dépendent des glaces saisonnières, comme l'ours polaire.

Nous allons poursuivre les initiatives de restauration et de diversification des stocks de saumon et de morue pour accroître l'abondance et la diversité de nos poissons, en partenariat avec les collectivités, l'industrie et les gouvernements fédéral et provinciaux.

Nous allons accélérer la création de la liste des espèces menacées ou en voie d'extinction et qui dépendent des glaces saisonnières

6. Donner le pouvoir aux Canadiens

Un gouvernement libéral sera très heureux de mettre en œuvre la nouvelle loi fédérale sur le développement durable. Ce texte de loi présenté par un député libéral exige du gouvernement fédéral qu'il établisse des objectifs environnementaux mesurables et qu'il rende des comptes chaque année aux Canadiens sur l'état de notre environnement.

À la mission du commissaire à l'environnement et au développement durable, responsable de la surveillance des enjeux environnementaux au nom du Parlement, nous allons ajouter celle de surveiller les progrès et de rendre des comptes directement au Parlement et aux Canadiens.

Enfin, pour assurer la transparence, la reddition de comptes et la participation du public à la prise de décisions concernant l'environnement, nous allons présenter une Déclaration canadienne des droits liés à l'environnement. En donnant aux citoyens de meilleures informations et de meilleurs moyens de demander des comptes au gouvernement, nous allons faire en sorte que le droit des Canadiens à un environnement propre soit davantage respecté.

« Les mesures qu'il nous faut prendre pour préparer le Canada à une économie plus forte et à un environnement plus sain vont aussi contribuer à faire du Canada un pays plus juste. Mais pour donner à tous les Canadiens une véritable chance d'atteindre leur plein potentiel, il faut en faire davantage. »



UN CANADA PLUS JUSTE

Les mesures qu'il nous faut prendre pour préparer le Canada à une économie plus forte et à un environnement plus sain vont aussi contribuer à faire du Canada un pays plus juste. Mais pour donner à tous les Canadiens une véritable chance d'atteindre leur plein potentiel, il faut en faire davantage.

Un gouvernement libéral fera tomber les obstacles qui empêchent tant de Canadiens de sortir de la pauvreté. Grâce à notre Plan 30 50 de lutte contre la pauvreté, nous allons diminuer la pauvreté d'un tiers dans la population générale et de moitié chez les enfants, et ce, en cinq ans. Il s'agit du programme anti-pauvreté le plus ambitieux depuis des générations. Lorsque le programme sera entièrement mis en œuvre, il mettra 1,25 milliard de dollars par an à la disposition des parents, pour leur donner accès aux services abordables d'éducation préscolaire et de garde d'enfants dont ils ont besoin. Pour aider les provinces à mettre fin à la pénurie de médecins et de personnel infirmier qui mine notre système de santé, nous allons mettre sur pied un Fonds pour les médecins et le personnel infirmier. Pour aider les Canadiens à assumer le coût vertigineux des médicaments prescrits en raison de graves problèmes de santé, nous allons créer un Plan de prise en charge des médicaments onéreux.

Pour aider les Canadiens sans emploi à réintégrer le marché du travail, nous allons améliorer le Programme d'assurance emploi pour ceux qui en ont le plus besoin. Avec les Canadiens autochtones, nous allons établir un nouveau partenariat ; et avant tout, nous allons renouveler les engagements que nous avons pris dans le cadre de l'Accord de Kelowna. Nous allons faciliter l'accès des Canadiens aux deux langues officielles. Et nous allons donner aux Canadiens la sécurité à laquelle ils aspirent pour leur famille et leur collectivité.

1. Le Plan 30-50 de lutte contre la pauvreté

Une des valeurs canadiennes les plus sacrées est la profonde conviction que la véritable nature d'un pays s'exprime par la manière dont il traite ses citoyens les plus vulnérables.

Lorsque nous fermons les yeux sur le fléau de la pauvreté, nous freinons notre propre progrès en tant que société. En aidant nos concitoyens à sortir de la pauvreté, nous allons faire en sorte que plus rien ne les empêche de réaliser leur plein potentiel et d'en faire profiter la société. Il ne faut plus que la pauvreté bloque les efforts que font les Canadiens pour contribuer pleinement à notre prospérité et à la vie de nos collectivités ; nous allons y veiller. L'économie canadienne doit faire face à une concurrence internationale féroce, et le Canada ne peut se permettre de se priver de la contribution d'aucun citoyen.

Un gouvernement libéral va donc instaurer le Plan 30 50 de lutte contre la pauvreté. Cette vigoureuse stratégie de réduction de la pauvreté vise à récompenser les Canadiens qui veulent aller travailler tous les jours pour subvenir aux besoins de leur famille et contribuer à la vie de la société canadienne. Notre système fiscal

Nous allons réduire d'au moins 30 % le nombre de personnes qui vivent sous le seuil de la pauvreté, de sorte que 1 million de Canadiens de plus pourront réaliser leur plein potentiel. Et nous réduirons le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté d'au moins 50 %.

actuel n'aide pas beaucoup les travailleurs canadiens qui tentent de sortir de la pauvreté, de vivre dignement et de subvenir aux besoins de leurs enfants. Nous devons faire mieux.

Pendant notre premier mandat, nous allons réduire d'au moins 30 % le nombre de personnes qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Cela signifie qu'un million de Canadiens de plus pourront atteindre leur plein potentiel. Et nous allons réduire de 50 % le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté, de manière à donner à près de 400 000 enfants de meilleures chances dans la vie.

Cela sera possible grâce à la combinaison de plusieurs initiatives proposées dans le Tournant vert libéral, déjà mentionnées dans le présent programme, et des mesures décrites plus loin.

Quatre mesures fiscales prévues dans le cadre du Tournant vert libéral ont déjà pour objectif précis d'aider les familles modestes :

- Mettre en œuvre une nouvelle prestation fiscale remboursable pour enfants, d'une valeur de 350 dollars par enfant.
- Remplacer le crédit pour emploi de 1 000 dollars instauré par les conservateurs –crédit insignifiant, rétrograde et mal conçu – par un crédit pour emploi remboursable de 1 850 dollars destiné aux Canadiens dont le revenu annuel est inférieur à 50 000 dollars. Cela mettra jusqu'à 250 dollars par personne dans les poches des travailleurs canadiens qui en ont le plus besoin.
- Enrichir la Prestation fiscale pour le revenu gagné au delà de ce qu'ont prévu les conservateurs. Nous allons encourager le travail, car désormais les travailleurs auront droit à cette prestation dès le premier dollar gagné et non après 3 000 dollars, comme c'est le cas avec le plan conservateur. De plus, nous veillerons à ce qu'un plus grand nombre de familles puissent se prévaloir de la Prestation en rendant son élimination plus progressive.
- Faire du Crédit d'impôt pour personnes handicapées un crédit remboursable pour que les Canadiens handicapés ayant un faible revenu puissent profiter directement de cet allègement fiscal.

Un gouvernement libéral va créer un Supplément garanti pour les familles pour venir en aide à 500 000 familles canadiennes parmi les plus pauvres.

En plus de ces mesures fiscales, nous allons créer un Supplément garanti pour les familles pour venir en aide à 500 000 familles canadiennes parmi les plus pauvres. Ces familles se verront accorder jusqu'à 1 225 dollars de plus par an. Pour aider davantage les parents ayant un faible revenu, nous veillerons à ce que toutes les familles ayant un revenu inférieur à 26 000 dollars conservent la totalité de la Prestation nationale pour enfants, qui à l'heure actuelle diminue progressivement lorsque le revenu annuel atteint 21 000 dollars.

Nous prendrons ces mesures parce que le régime fiscal ne doit pas léser les Canadiens qui sont prêts à travailler tous les jours. Un gouvernement libéral va encourager le travail, il ne va pas le pénaliser.

En plus d'aider les parents qui travaillent, un gouvernement libéral va réduire considérablement le nombre de personnes âgées qui vivent dans la pauvreté pour qu'elles puissent vivre dans la dignité à laquelle elles ont droit. Pour atteindre cet objectif, nous allons :

- Augmenter de 600 dollars le Supplément de revenu garanti pour les aînés canadiens qui ont un faible revenu, et l'augmenter de 800 dollars pour les couples âgés ayant un faible revenu.
- Modifier les critères relatifs aux handicaps du RPC pour que les aînés qui souffrent d'invalidité chronique, comme la sclérose en plaques et certaines maladies mentales, ne risquent pas de perdre leurs prestations d'invalidité du RPC et du RRQ s'ils travaillent lorsqu'ils en sont capables.

En plus de ces aides au revenu, nous allons collaborer avec les provinces pour accroître le soutien en matière de transports en commun, de garde d'enfants et de logement social pour les personnes dans le besoin.

Un gouvernement libéral va s'attaquer à la crise du logement en finançant 30 000 nouveaux logements sociaux et en rénovant 30 000 autres afin de les rendre plus habitables. Dans le cadre de cet engagement, nous allons augmenter les subventions pour les logements destinés aux Canadiens ayant un faible revenu dans les coopératives de logement financées par le gouvernement fédéral. Nous allons renouveler le Programme d'aide à la remise en état des logements et la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance. Un gouvernement libéral va aussi aider les familles ayant un faible revenu à réduire leur facture d'énergie : nous allons stimuler la construction et la rénovation de logements abordables – mais astreints à des normes environnementales élevées – pour les Canadiens à un faible revenu. Chaque Canadien mérite de profiter des bienfaits d'une économie plus verte.

Nous allons augmenter de 600 dollars le Supplément de revenu garanti pour les aînés canadiens qui ont un faible revenu, et l'augmenter de 800 dollars pour les couples âgés ayant un faible revenu.

Un gouvernement libéral va s'attaquer à la crise du logement en finançant 30 000 nouveaux logements sociaux et en rénovant 30 000 autres afin de les rendre plus habitables.

2. Investir pour nos enfants

L'éducation préscolaire et la garde d'enfants sont deux des mesures qui permettent aux parents de trouver un équilibre entre le travail et la famille et qui offrent des possibilités d'éducation précoce pour les enfants. Malheureusement, le manque de place oblige trop souvent les familles à inscrire leurs enfants sur des listes d'attente. Comme tous les parents le savent : pas de place en garderie, pas de choix.

Pour nos enfants, les centres d'éducation préscolaire et les garderies sont un milieu extraordinaire où ils peuvent s'en donner à cœur joie. Ils s'y font des amis, ils s'y sentent à l'aise, aimés, valorisés et en sécurité et on s'y occupe d'eux. Ils y apprennent et y développent de nouvelles compétences, et ils peuvent s'y adonner à des activités intéressantes et stimulantes dans un cadre qui complète, sans la remplacer, la vie de famille.

Un excellent programme d'éducation préscolaire et de garde d'enfants protège le rôle primordial des parents dans l'éducation des enfants et renforce les leçons

Nous réserverons des fonds considérables, qui atteindront plus de 1,25 milliard de dollars par année, pour atteindre notre objectif de créer d'un bout à l'autre du pays un programme d'éducation préscolaire et de garde d'enfants de qualité axé sur les besoins des communautés.



enseignées à la maison. Les parents savent bien que l'expérience quotidienne dans ces centres est la meilleure qui soit : il s'agit d'un service abordable, souple et accessible à tous. Il permet aux parents de faire le meilleur choix possible pour eux et pour leurs enfants.

Les parents savent bien, et les études le montrent, que l'éducation préscolaire et les services de garde aident leurs enfants à bien évoluer sur le plan physique, social, intellectuel et affectif. Sous le dernier gouvernement libéral, le Canada avait fait de grands progrès dans ce domaine. En effet, les dix provinces avaient conclu avec le gouvernement fédéral des ententes en matière d'éducation préscolaire et de garde d'enfants, en se fondant sur un projet commun. Un des premiers gestes du gouvernement conservateur a été l'abolition de ce partenariat avec les provinces, dans un dossier pourtant si important pour l'avenir du Canada. Un gouvernement libéral redeviendra un partenaire pour les provinces. Avec elles, nous allons reconstruire ce que les conservateurs ont démolé.

Notre objectif à long terme est la mise en place d'un système national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants de grande qualité, universel, axé sur les besoins des collectivités. Pour atteindre cet objectif, nous allons attribuer de nouveaux fonds fédéraux qui augmenteront progressivement pour atteindre, dès la quatrième année de mise en œuvre, 1,25 milliard de dollars par an.

Pour donner aux familles la souplesse dont elles ont besoin pour se prévaloir de services de garde de qualité, un gouvernement libéral donnera aux parents le choix de prendre un congé parental plus court et de recevoir des prestations plus élevées, ou de prendre un congé plus long, jusqu'à 18 mois, et de recevoir des prestations moins élevées. Ainsi, les parents qui retournent travailler plus tôt pourront quand même bénéficier de l'allocation totale versée, et ceux qui désirent rester à la maison avec leurs enfants jusqu'à 18 mois après la naissance – âge où il y a davantage d'options plus abordables en matière de garde d'enfants – pourront le faire aussi.

3. Les soins de santé

Les Canadiens veulent être sûrs qu'ils vont pouvoir recevoir les soins de santé dont ils ont besoin quand ils en ont besoin. Pour cela, un gouvernement libéral va instaurer un nouvel esprit de collaboration avec tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et avec eux, s'atteler à la tâche de pérenniser et d'améliorer le système de soins de santé financé par les fonds publics et d'établir des politiques plus globales et plus complètes, axées autant que possible sur la prévention. Ainsi, les provinces et les territoires verront que de nouveau, ils ont un véritable partenaire à Ottawa.

Médecins et personnel infirmier

Trop de Canadiens n'ont toujours pas de médecin de famille. C'est inacceptable. Les Canadiens veulent être sûrs qu'ils pourront trouver un professionnel de santé quand ils en auront besoin.

Un gouvernement libéral aidera à réduire la pénurie de médecins et de personnel infirmier en créant un Fonds pour les médecins et le personnel infirmier.

L'âge moyen des médecins canadiens est de près de cinquante ans, ce qui signifie que le Canada va connaître une grave pénurie de médecins au cours des quinze prochaines années. Mais le pays n'a pas besoin que de médecins. Selon l'Association des infirmières et infirmiers du Canada, si nous ne trouvons pas un moyen de recruter et de former plus d'infirmiers accrédités, il manquera au Canada 78 000 infirmiers d'ici à 2011 et 113 000 d'ici à 2016. Parallèlement, le vieillissement de notre population va encore accroître le besoin en professionnels de la santé.

Il est essentiel que le Canada puisse recruter, former et intégrer davantage de professionnels pour son système de santé.

Au cours des dernières années, les gouvernements provinciaux ont réussi à augmenter le nombre de diplômés en médecine et en sciences infirmières, mais il reste encore beaucoup à faire. Un gouvernement libéral va collaborer avec les provinces pour mettre un terme à la grave pénurie de médecins, grâce à la création d'un Fonds pour les médecins et le personnel infirmier. Davantage de professionnels de santé, cela se traduit par moins de délais d'attente et davantage de Canadiens qui reçoivent des soins adéquats.

Le Fonds pour les médecins et le personnel infirmier va :

- Accroître la capacité de formation des médecins, des infirmiers et des techniciens médicaux, jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Le Fonds financera des mesures telles que l'augmentation du nombre de postes de médecins résidents, notamment dans les petits hôpitaux, et l'élargissement des programmes d'enseignement.
- Éliminer les goulots d'étranglement qui ralentissent l'accréditation de nouveaux professionnels de santé.
- Récompenser les étudiants en médecine qui choisissent une discipline en demande comme la médecine familiale, la médecine rurale et la gériatrie.
- Accorder un soutien financier aux médecins et aux autres professionnels de la santé formés à l'étranger, pour les aider à obtenir plus rapidement leur accréditation canadienne.

Enfin, pour qu'il y ait davantage de médecins dans les collectivités actuellement mal desservies, un gouvernement libéral diminuera de 10 000 dollars par an la dette d'études d'un professionnel de la santé s'il accepte de pratiquer dans une collectivité mal desservie pendant au moins cinq ans.

L'esprit de la loi canadienne sur la santé

Un gouvernement libéral fera respecter l'esprit et la lettre de la loi canadienne sur la santé, de sorte que les citoyens puissent compter sur les soins dont ils ont besoin lorsqu'ils en ont besoin, quels que soient leurs revenus, leur lieu de résidence ou la nature de leur maladie.

À l'heure actuelle, trop de groupes – comme les Premières Nations, certaines collectivités linguistiques minoritaires, les gens souffrant de maladies mentales, nos anciens combattants et les Forces armées – reçoivent toujours des soins de qualité inférieure à ceux qui sont offerts aux autres Canadiens. Pour établir l'équité en matière de soins de santé, nous allons :

- Collaborer avec les collectivités autochtones pour resserrer les écarts inacceptables en matière de santé.
- Aider les provinces à se servir d'Internet pour offrir des services de santé dans les deux langues officielles, ainsi qu'un service d'interprétation en langage des signes pour les malentendants.
- Créer un poste d'ombudsman de la santé au sein des Forces armées et du ministère des Anciens combattants, et charger le ministère de la Défense nationale de doubler le nombre de places réservées dans les facultés de médecine pour le personnel militaire qui désire faire des études de médecine.
- Collaborer avec la Commission sur la santé mentale pour élaborer et lancer une campagne de sensibilisation de la population visant à enrayer les stigmates liés aux maladies mentales.

Le coût des médicaments

Lorsque le coût des médicaments pour soigner une maladie grave devient trop lourd pour une famille, le gouvernement fédéral devrait apporter son aide. Cela devient encore plus pressant en raison du vieillissement de la population. Pour couvrir ces frais, un gouvernement libéral créera le Plan de prise en charge des médicaments onéreux.

C'est ce que les premiers ministres provinciaux ont demandé au gouvernement fédéral de faire, et c'est ce que vont faire les libéraux. Nous allons collaborer avec les provinces et les territoires pour déterminer le niveau minimal de prise en charge des médicaments onéreux qui doit être établi à l'échelle nationale. Nous rembourserons directement les provinces qui offrent ce genre de prise en charge. Cela fera une énorme différence, notamment pour les provinces atlantique qui n'ont aucun programme de prise en charge des médicaments onéreux.

Nous allons présenter un plan pour veiller à ce que les Canadiens partout au pays puissent profiter d'une couverture pour les médicaments onéreux.

Prévention et promotion de la santé

Un gouvernement libéral honorera l'objectif principal du régime d'assurance-maladie : aider les Canadiens à rester en bonne santé, et non pas seulement soigner les gens tombés malades. Les coûts de la santé augmentent sans cesse et cela montre qu'il n'est pas viable de ne financer qu'un système de « soins de maladies ». La viabilité du système de soins de santé, auquel nous tenons tant, exige désormais que les Canadiens choisissent des comportements sains et qu'ils utilisent le système judicieusement.

Un gouvernement libéral restaurera le populaire Réseau canadien de la santé afin de fournir des informations exactes et à jour sur les modes de vie sains et sur la prévention des maladies.

Un gouvernement libéral restaurera le site Internet du populaire Réseau canadien de la santé afin de fournir des informations exactes et à jour sur les modes de vie sains et sur la prévention des maladies. Et nous soutiendrons l'élaboration d'un ensemble complet de lignes directrices cliniques basées sur des données scientifiques, dans des domaines tels que le diagnostic du cancer du sein, par exemple. Ces lignes directrices pourront être diffusées auprès des professionnels de santé et à la population dans son ensemble. Ainsi, tous les Canadiens pourront bénéficier des nouvelles recherches et des meilleures pratiques, peu importe où ils habitent.

Un gouvernement libéral mettra fin à la guerre idéologique conservatrice contre les politiques de réduction des préjudices causés par la drogue. Toutes les données scientifiques prouvent que le centre InSite – le premier centre légal d'injection supervisée en Amérique du Nord, situé à Vancouver – sauve des vies. Ce centre a été applaudi par la communauté médicale internationale, la police de Vancouver et les habitants du quartier est du centre-ville de Vancouver. Le gouvernement conservateur est en train d'enterrer cette initiative en refusant de lui accorder des fonds. InSite a même été obligé de demander à la Cour suprême de la Colombie-Britannique de renverser la décision du gouvernement conservateur qui avait annulé l'exemption dont il bénéficie par rapport à certaines lois canadiennes sur les drogues. La Cour s'est prononcée en faveur de InSite et maintenant, les conservateurs ont décidé de porter cette décision en appel. Un gouvernement libéral annulera cette procédure, renversera les décisions à courte vue prises au sujet du financement du centre et veillera à ce que InSite ait les fonds et la protection juridique nécessaires pour continuer à sauver des vies.

En outre, aucun ministre libéral ne remettra en question l'éthique des médecins et du personnel infirmier qui appuient les programmes de réduction des dommages comme InSite, comme l'a fait le ministre conservateur de la Santé cette année, parce que nous avons la conviction que ce qui est véritablement contraire à l'éthique, c'est de tourner le dos aux personnes dont la vie est en danger.

Pour que les Canadiens soient le plus en santé possible, nous devons être capables de bien mesurer les divers phénomènes qui ont un effet sur la santé. Qu'il s'agisse de maladies liées à l'amiante ou aux effets de la pollution, de problèmes d'apprentissage ou de tumeurs au cerveau, nous devons améliorer nos connaissances.

Un gouvernement libéral va donc collaborer avec les provinces et les territoires pour créer un profil national des maladies infectieuses et chroniques, des maladies mentales et des blessures.

En outre, nous allons élargir la portée de l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé, dans le but d'obtenir les informations requises pour évaluer les facteurs de risque et l'incidence des grands problèmes de santé tels que le diabète, l'obésité, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, l'exposition aux maladies infectieuses et l'exposition aux contaminants environnementaux.

La promotion d'une bonne santé est toute aussi importante que la prévention des maladies. Nous allons affecter des fonds aux installations sportives collectives,

de sorte que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays puissent avoir accès à des infrastructures sportives de qualité près de chez eux.

Ainsi, à une époque où les risques liés à l'environnement, y compris l'exposition à des contaminants dangereux, affectent la santé et la vie même des Canadiens, la stratégie environnementale ambitieuse des libéraux va contribuer à protéger la population, notamment les enfants, contre les effets néfastes de la pollution de l'air et de l'eau, et de la présence de substances toxiques dans nos produits de consommation.

4. Égalité pour les femmes

Le Parti libéral s'engage à bâtir un Canada où l'égalité existe véritablement pour tous et où les principes d'équité et de justice soient inscrits dans toutes les initiatives du gouvernement fédéral. C'est tout le contraire des politiques du gouvernement conservateur de Stephen Harper, qui ont beaucoup nui aux femmes et qui mettent en péril leurs acquis sociaux des dernières décennies.

Les libéraux croient qu'il existe une meilleure façon de faire. Nous allons tracer une voie progressiste, clé de l'avancement des Canadiennes et du succès de notre pays. Informé par les travaux remarquables du caucus libéral national féminin et par les recommandations du Livre rose, un futur gouvernement libéral concentrera ses efforts sur l'avancement du statut des femmes en matière d'égalité des droits et de prospérité économique, et sur l'amélioration de la qualité de vie des femmes et des familles partout au pays.

Dans le présent programme électoral, nous avons notre plan d'éducation préscolaire et de garde d'enfants ; notre plan de congés parentaux plus souples ; notre Plan 30 50 de lutte contre la pauvreté ; notre plan pour le logement abordable et notre intention d'augmenter de 600 dollars par an le Supplément de revenu garanti pour les aînés canadiens les moins fortunés. Ces initiatives à elles seules vont considérablement améliorer la qualité de vie de nombreuses femmes, notamment celle des femmes autochtones, des immigrantes et des femmes de minorités visibles. Mais un gouvernement libéral ira plus loin.

Les conservateurs ont beau prétendre que pour eux, la loi et l'ordre constituent une grande priorité, ils n'ont pris aucune mesure concrète pour lutter contre la violence faite aux femmes. Pour lutter contre ce fléau et mettre fin à l'acceptation sociale de ceux qui incitent à la haine contre les femmes, un gouvernement libéral commencera par amender le Code criminel de façon à inclure le sexe de la personne dans les dispositions concernant l'incitation à la haine.

En outre, nous allons proposer des amendements à la loi fédérale sur le divorce pour que la violence familiale soit prise en compte lors de la prise de décisions concernant la garde des enfants et les droits de visite.

Et puisque les femmes autochtones sont au moins trois fois plus susceptibles d'être victimes de violence conjugale que les femmes non autochtones, nous al-

Un gouvernement libéral commencera par amender le Code criminel de façon à inclure le sexe de la personne dans les dispositions concernant l'incitation à la haine.

Nous allons créer une stratégie nationale de prévention de la violence pour les peuples autochtones.

lons créer une stratégie nationale de prévention de la violence pour les peuples autochtones, pour que les mesures d'aide aux victimes, aux familles et aux collectivités procèdent d'une approche holistique et adaptée à leur culture.

Le gouvernement conservateur a mené une campagne idéologique de démantèlement systématique des programmes qui donnent la parole aux femmes sur les questions qui les concernent. Nous allons nous efforcer de réparer les torts causés à l'égalité des femmes et veiller à ce que ce genre de dérive ne se reproduise plus. Nous allons :

Un gouvernement libéral prendra de nombreuses mesures concrètes pour donner la parole aux femmes sur les questions qui les concernent et renversera les coupures faites par les conservateurs.

- Restaurer l'égalité en tant qu'objectif principal des programmes de Condition féminine Canada.
- Rétablir les règles de financement initiales afin de restaurer la possibilité pour les groupes de défense des droits des femmes d'accéder à ces ressources.
- Rouvrir les bureaux régionaux de Condition féminine Canada, sur lesquels les femmes comptaient pour obtenir de l'aide et des informations.
- Restaurer et doubler le financement du Programme de contestation judiciaire pour faire tomber les barrières financières qui peuvent dissuader les Canadiennes de faire valoir leurs droits constitutionnels.
- Créer un poste de Commissaire à l'égalité des sexes, qui devra rendre des comptes au Parlement, afin de garantir que les lois et les politiques du gouvernement du Canada soient étudiées sous l'angle de l'égalité.

Notre but ultime est de bâtir une meilleure société pour les femmes et les familles ; une société qui repose sur nos valeurs canadiennes de justice et d'égalité. Et comme Stéphane Dion l'a promis aux Canadiennes, il est hors de question que le Parti libéral du Canada remette en question le droit des femmes à un libre choix.

5. Immigration : accueillir les néo-Canadiens

L'immigration est un pilier essentiel du projet de société d'un futur gouvernement libéral. Dans cinq ans, l'immigration représentera 100 % de la croissance de la main-d'œuvre canadienne et nous sommes déjà confrontés à une concurrence acharnée en matière de recrutement de travailleurs qualifiés talentueux, partout dans le monde. Notre système d'immigration n'est pas en mesure de relever ce défi.

Un plan d'immigration efficace doit être fondé sur des principes sérieux et judicieux : impartialité, responsabilité, reddition de comptes, qualité des perspectives. Le projet de loi conservateur C-50 de mise en œuvre du budget donnait au ministre de l'Immigration, entre autres mesures relatives à ce portefeuille, le pouvoir discrétionnaire de trier sur le volet les catégories de personnes accueillies au Canada. Les mesures conservatrices ne respectent pas les principes énoncés plus haut ; un gouvernement libéral les supprimera.

Pour simplifier et améliorer le système d'immigration et réduire les délais de traite-

ment des dossiers, un gouvernement libéral consacra 400 millions de dollars sur quatre ans à la modernisation du système d'information, de collecte de données et de traitement des demandes d'immigration. Un gouvernement libéral respectera les engagements internationaux du Canada envers les réfugiés tout en établissant un système plus rapide et plus efficace de traitement des demandes d'asile.

Pour permettre à la politique d'immigration de mieux répondre aux besoins du marché du travail, un gouvernement libéral fera réviser le système de points utilisé dans le processus de sélection, afin de favoriser les métiers spécialisés. Conformément à notre « stratégie pour la réussite des immigrants », nous allons créer un nouveau programme, Voie d'accès Canada, pour permettre aux travailleurs temporaires, aux étudiants étrangers et aux aides familiaux de demander la résidence permanente ici même au Canada et pour accroître le nombre de résidents permanents accueillis dans notre pays.

En outre, nous allons inaugurer le Visa de bienvenue au Canada, un visa de visiteurs de cinq ans renouvelable autorisant les séjours multiples pour les personnes parrainées par des citoyens canadiens et des résidents permanents. Les responsabilités financières et personnelles des visiteurs détenteurs de ce visa incomberont au parrain, pas au contribuable. De plus, nous allons créer le Visa express Canada pour ceux qui visitent régulièrement le Canada pour affaires, afin de réduire les délais de traitement de leur demande et de promouvoir les échanges et le commerce.

Pour aider les néo-Canadiens à atteindre leur plein potentiel, nous allons consacrer 200 millions de dollars sur quatre ans à Nouveaux départs, un programme de cours de langues de niveau avancé destiné à aider les immigrants à acquérir la compétence linguistique dont ils ont besoin pour trouver un emploi correspondant à leurs qualifications. Nous allons réserver 200 millions de dollars sur quatre ans au programme Passeport pour l'emploi, une nouvelle initiative qui permettra de mieux préparer les nouveaux arrivants à s'intégrer au marché de l'emploi par le biais de stages, de services de mentorat et de possibilités de placement. Enfin, nous allons aider les immigrants à faire reconnaître leurs titres de compétences étrangers, en offrant un soutien financier direct pour aider les médecins et d'autres professionnels formés à l'étranger à obtenir les titres de compétences canadiens correspondants.

Pour que toutes les régions du Canada puissent tirer profit de l'immigration, nous allons aider les provinces à attirer et à retenir les immigrants, dans un esprit de collaboration et dans le respect absolu de leur compétence. Nous allons renforcer le Programme des candidats des provinces, fournir de meilleures informations sur les possibilités qui existent partout au Canada et accroître l'aide à l'installation dans les petites localités. Bref, nous allons accueillir les nouveaux arrivants partout au Canada, et ainsi enrichir notre pays, tout en leur donnant les moyens de réussir.

Un gouvernement libéral consacra 400 millions de dollars sur quatre ans à la modernisation du système d'information, de collecte de données et de traitement des demandes d'immigration.

Nous allons consacrer 200 millions de dollars sur quatre ans à Nouveaux départs, un programme avancé de formation linguistique.

6. Des changements à l'assurance-emploi

Pour que les Canadiens sans emploi ne soient pas pénalisés lorsqu'ils retournent au travail, un nouveau gouvernement libéral va faire en sorte que l'assurance emploi fonctionne mieux. Nous allons confirmer et pérenniser trois mesures qui ont été lancées sous forme de projets pilotes par le précédent gouvernement libéral en 2004 et 2005, dans les régions où le taux de chômage est élevé. Les employeurs et les travailleurs se sont montrés inquiets du fait que le gouvernement conservateur n'allait pas prolonger ces trois mesures.

Voici les trois mesures qui seront pérennisées :

- Les travailleurs qui acceptent un emploi temporaire pourront continuer à recevoir des prestations à hauteur de 75 dollars ou 40 % de la prestation, selon le montant le plus élevé.
- Le calcul des prestations sera fait en tenant compte 14 meilleures semaines de salaire sur les 52 précédant la demande.
- Afin d'éliminer ce qu'on appelle le « trou noir », soit le temps entre la fin des prestations et le début de bon nombre d'emplois saisonniers, cinq semaines de prestations d'assurance-emploi seront ajoutées dans les régions où le taux de chômage est élevé.

Un gouvernement libéral s'engagera aussi à traiter plus rapidement les demandes d'assurance-emploi et à garantir que les allocations soient envoyées moins de trois semaines après la soumission de la demande.

Nous allons également réviser et moderniser le Code du travail en ce qui concerne les négociations collectives, la résolution de différends, les briseurs de grève, les grèves et les lock outs. Cette révision, la première depuis 1995, représentera mieux les réalités de l'économie et de la main-d'œuvre d'aujourd'hui.

7. De nouvelles relations avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis du Canada

Les premiers peuples à vivre sur le territoire que nous appelons Canada s'y sont installés il y a des milliers d'années. Ils y ont établi de fières communautés, du Grand Nord au sud de l'Ontario. Les premiers contacts avec les colons européens se sont soldés par le conflit, la maladie, l'iniquité et des efforts de partenariat souvent interrompus. Des traités ont été signés, mais trop souvent ils n'ont pas été respectés. Aujourd'hui, restaurer la civilité et la compréhension mutuelle dans ces relations est l'un des plus grands défis de notre pays.

Trop d'enfants autochtones vivent dans la pauvreté et l'incertitude. Les membres des Premières Nations, des communautés inuites et métisses qui vivent dans les réserves et à l'extérieur de celles-ci dans les régions rurales font face à

d'importants problèmes. C'est tout aussi vrai pour ceux qui ont décidé de quitter les réserves pour s'installer dans les villes canadiennes : il s'agit d'un groupe qui croît rapidement et qui a droit à la sécurité d'un bon logement, à une éducation et à une formation positive et ambitieuse, et à la possibilité de jouer un rôle actif dans la société canadienne sur les bases d'une réelle égalité.

Le Canada doit établir des partenariats respectueux et progressistes avec les peuples autochtones. Ces partenariats doivent être basés sur la confiance, avec un engagement et une participation réels de la part des Autochtones, des partenariats qui ouvriront des perspectives concrètes, et sur un profond respect pour le principe de l'autonomie.

L'Accord de Kelowna était précisément le fruit de ce type de partenariat. Il s'agissait d'un consensus historique entre le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires et les peuples autochtones. L'Accord était doté de près de 5 milliards de dollars et avait pour objectif clair et raisonné l'amélioration de la santé, de l'éducation et du logement chez les Autochtones dans les réserves comme à l'extérieur. Malheureusement, les conservateurs l'ont jeté au panier.

Un gouvernement libéral restaurera l'Accord de Kelowna.

Pendant son mandat, un gouvernement libéral restaurera l'Accord de Kelowna annulé par les conservateurs. Nous allons aussi tenir les promesses faites dans le cadre de l'Accord politique entre les Premières Nations et la Couronne fédérale, de l'accord de partenariat avec les Inuits, de l'Accord-cadre avec les nations métisses et des accords sur le développement coopératif conclus entre le gouvernement fédéral, le Congrès des peuples autochtones et l'Association des femmes autochtones du Canada.

Les premiers ministres provinciaux et territoriaux se sont aussi engagés à tisser de nouveaux liens avec les peuples autochtones et à cet effet, ils ont demandé au Premier ministre Harper d'organiser une rencontre de tous les premiers ministres sur les questions qui les concernent. Après presque trois ans au pouvoir, Stephen Harper ne l'a toujours pas fait. Un gouvernement libéral organisera une telle rencontre dans les six premiers mois de son mandat.

Sur la scène internationale, les conservateurs ont montré leur manque d'intérêt et de respect pour la population autochtone canadienne en étant l'un des quatre seuls gouvernements au monde à avoir refusé de voter en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. C'est la toute première fois dans notre histoire que le Canada ne s'engage pas dans la mise en œuvre d'un important traité en faveur des droits de la personne. Pour remédier à cela, un gouvernement libéral signera et ratifiera la Déclaration. Il montrera au monde que le Canada peut ouvrir la voie dans les relations qu'il entretient avec les Peuples autochtone.

Un gouvernement libéral signera et ratifiera la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Grâce aux excuses présentées aux victimes des pensionnats indiens et à la création de la Commission de vérité et de réconciliation, le Canada et ses peuples autochtones ont la chance de pouvoir tisser de nouveaux liens, et nous ne devons pas

laisser passer cette chance. Nous ne laisserons pas notre engagement en faveur de ces liens s'éteindre. Mais la restauration de l'Accord de Kelowna n'est que le début. Les griefs qui perdurent depuis longtemps doivent être réglés eux aussi.

Un gouvernement libéral s'engagera à renouveler le partenariat avec les peuples métis au sein de la Confédération.

Un gouvernement libéral s'engagera à renouveler le partenariat avec les peuples métis au sein de la Confédération. Nous reconnaissons le droit des Métis à l'autonomie gouvernementale et nous organiserons des négociations autour des compétences et des pouvoirs métis, notamment en ce qui concerne le territoire, les ressources et les ententes économiques et fiscales. Nous ne fermerons pas les yeux sur notre responsabilité fiduciaire fédérale envers les peuples métis et l'ensemble des peuples autochtones.

Là où il existe des ententes modernes et claires concernant le territoire, un gouvernement libéral respectera et maintiendra l'esprit de ces ententes. Nous allons aussi nous attacher à créer un organisme indépendant chargé de la résolution des revendications globales, celles pour lesquelles il n'existe aucun traité, et de veiller à ce que les ententes relatives au gouvernement autonome soient appliquées dans leur intégralité.

Un gouvernement libéral va aussi collaborer avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits pour établir un processus ouvert et transparent en vue de l'élaboration conjointe d'une politique fédérale en faveur de la consultation et des accommodements. Comme l'a conclu la Cour suprême du Canada, la Couronne fédérale et provinciale a l'obligation juridique de consulter et, s'il y a lieu, de faire des accommodements lorsque la conduite de la Couronne risque de léser les droits éventuels ou garantis par les traités ou les droits autochtones.

Nous allons améliorer l'accès aux soins de santé pour les enfants autochtones en garantissant qu'on ne refuse pas aux enfants les soins dont ils ont besoin en raison de querelles de juridictions entre les différents pouvoirs publics ou entre les ministères au sein d'un même gouvernement. Selon le « principe de Jordan », les besoins de l'enfant priment sur les conflits de juridictions. Un nouveau gouvernement libéral collaborera avec les autres pouvoirs publics pour faire en sorte que la juridiction qui fait les premières démarches paye les frais initiaux et pour créer un mécanisme de résolution des différends, après avoir soigné l'enfant. Pour résoudre ces différends au niveau fédéral, un nouveau gouvernement libéral mettra en œuvre une loi sur le principe de Jordan, qui sera basée sur le projet de loi d'un député libéral, et qui exigera que le premier ministère fédéral contacté couvre les frais des services nécessaires et se fasse rembourser plus tard, de sorte que l'enfant obtienne au plus vite les soins dont il a besoin.

Éliminer la violence faite aux femmes autochtones sera aussi une priorité pour le gouvernement fédéral. Un gouvernement libéral adoptera une stratégie nationale de prévention contre la violence qui permettra une certaine souplesse juridictionnelle dans l'élaboration des politiques et des programmes et dans l'octroi de financements en fonction des régions.

Conscient de l'inefficacité de toute solution uniforme et arbitraire face à l'ensemble des Premières Nations, des Métis et des Inuits, un gouvernement libéral collabora avec les organismes autochtones pour s'assurer que le Tournant vert prenne en compte leur situation et leurs besoins particuliers. Pour contribuer à atteindre cet objectif, un gouvernement libéral restaurera le Comité consultatif des Premières Nations, que les conservateurs ont aboli. Un gouvernement libéral créera aussi un comité consultatif mixte sur les changements climatiques qui favorisera l'adoption de mesures et de politiques conjointes d'atténuation des effets du réchauffement planétaire entre le gouvernement du Canada et les Premières Nations, les Métis et les Inuits.

Faciliter la participation des Premières Nations, des Inuits et des Métis au marché du travail est essentiel pour resserrer l'écart en matière d'emplois entre les Canadiens autochtones et non autochtones. Un gouvernement libéral veillera à ce que la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones soit renouvelée et à ce que les organisations autochtones nationales impliquées dans cette stratégie continuent d'être ses principales parties intéressées.

Un gouvernement libéral s'assurera que la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones soit renouvelée.

En tant que pays, nous devons être à l'écoute de ce que disent les Premières Nations, les Métis et les Inuits dans leur propre langue et faire en sorte que ces voix et ces langues continuent d'enrichir le patrimoine culturel du monde. Afin de soutenir la préservation, la revitalisation et la promotion des langues autochtones, un gouvernement libéral va annuler les coupures injustifiables infligées par les conservateurs à l'Initiative des langues autochtones, et améliorer cette initiative.

Nous allons améliorer l'Initiative des langues autochtones, afin de soutenir la préservation, la revitalisation et la promotion des langues autochtones.

Il faut que les peuples autochtones, qui représentent le segment de la population qui croît le plus rapidement au Canada et qui comptent une grande partie des jeunes de notre pays, aient toutes les chances possibles d'aider le Canada à prospérer au XXI^e siècle. C'est une question de justice sociale et une condition du succès du Canada.

Nous ne nous laisserons pas intimider par l'ampleur du défi ni décourager par les échecs du passé. Nous devons laisser à nos enfants un pays encore meilleur que celui dont nous avons hérité. Nous n'y parviendrons pas si les peuples autochtones sont laissés pour compte.

8. Droits des minorités linguistiques

Pour renforcer les communautés de langue officielle minoritaire du pays et permettre aux Canadiens de mieux connaître les richesses de nos deux langues officielles, un nouveau gouvernement libéral va :

- Restaurer et améliorer le Programme de contestation judiciaire, pour permettre à toutes les communautés minoritaires d'avoir accès aux protections garanties par la Charte.
- Mettre en place une infrastructure vouée au financement de centres com-

munautaires pour les minorités linguistiques.

- Créer un nouveau plan fédéral/provincial de soutien aux langues officielles, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la culture.
- Accroître le financement des institutions qui enseignent le français ou l'anglais en tant que langue seconde.

9. Un Canada plus sûr

Pour rendre le Canada plus prospère, plus juste et plus vert, il faut aussi le rendre plus sûr. Les Canadiens ont droit à un gouvernement qui sache protéger leur famille et leur communauté.

Le Parti libéral du Canada comprend bien que toute mesure concernant la loi et l'ordre qui ne s'attaque pas aux sources de la délinquance est vouée à l'échec. Pour améliorer la sécurité dans nos collectivités, la mesure la plus efficace que nous puissions prendre en tant que pays est de nous engager à éliminer la pauvreté, soutenir l'éducation et améliorer les conditions de logement. Ces trois étapes, que nous nous sommes engagés à suivre dans le présent programme électoral, vont aider à redonner l'espoir et les chances de progrès qui manquent à trop de Canadiens aujourd'hui.

Un gouvernement libéral va rendre nos collectivités plus sûres, faire tomber la barrière de la peur et aider les Canadiens à se sentir en sécurité dans leur maison et dans leur collectivité. Pour rendre le Canada plus prospère, plus juste et plus vert, il faut aussi le rendre plus sûr. Les Canadiens ont droit à un gouvernement qui sache protéger leur famille et leur communauté.

Un nouveau gouvernement libéral donnera à la GRC des ressources supplémentaires pour lutter contre la violence liée aux gangs de rue et au crime organisé.

S'attaquer à la violence de rue dans nos collectivités, qu'elle soit liée aux gangs ou au crime organisé, exige l'allocation de ressources et le déploiement d'efforts intensifs de la part de la GRC et des forces de police locales. Les frais associés à la protection et à la relocalisation des témoins, à la préparation des dossiers, à la surveillance électronique et physique, et aux heures supplémentaires des agents de police sont un lourd fardeau pour le budget des localités. Nous ne voulons pas que ces nouveaux coûts deviennent un obstacle à la sécurité des collectivités. Un nouveau gouvernement libéral créera un fonds pour alléger le fardeau dû à ces frais supplémentaires. Ce fonds sera géré par la GRC, qui collaborera avec les provinces pour veiller à ce que l'argent soit disponible pour les forces de l'ordre qui ont un plan de lutte contre les gangs de rue et le crime organisé.

Un gouvernement libéral va créer un Fonds de prévention contre la violence armée et les gangs de rue, doté de 40 millions de dollars.

Pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu, un gouvernement libéral va créer un Fonds de prévention contre la violence armée et les gangs, doté de 40 millions de dollars, qui soutiendra les programmes communautaires et le développement des compétences des jeunes à risque.

Nous allons aussi faire en sorte que la liste des armes interdites comprenne toutes les armes militaires d'assaut comme celles qui ont été utilisées lors des fusillades tragiques de l'École polytechnique et du collège Dawson. Les armes d'assaut militaires sont faciles à utiliser, ont un chargeur de grande capacité (pour réduire

le délai de chargement) et sont conçues de manière à ce qu'une personne ayant des connaissances limitées sur les armes à feu puisse tuer le plus de personnes possible le plus rapidement possible. Ces armes antipersonnel sont destinées à l'usage militaire, elles n'ont aucun lien justifiable avec la chasse et n'ont aucune utilité dans notre société civile. Le gouvernement fédéral a le pouvoir d'interdire ces armes. Et un gouvernement libéral le fera, en prenant soin de ne pas interdire les fusils et carabines destinés à la chasse et au tir de loisir, dont l'usage est tout à fait légitime.

Un gouvernement libéral va interdire les armes automatiques militaires tout en s'assurant que les utilisations légitimes ne soient pas interdites.

Nous allons prendre des mesures très concrètes pour bloquer l'afflux d'armes clandestines au Canada. Pour commencer, nous allons négocier avec les États-Unis une stratégie commune de lutte contre le trafic d'armes à nos frontières. Nous allons mettre fin au retard pris par le gouvernement conservateur dans l'application des ententes internationales sur le marquage et le suivi des armes à feu importées, procédé que les forces de l'ordre des deux côtés de la frontière qualifient d'essentiel pour lutter à la fois contre la violence armée et contre le trafic d'armes.

Afin de mieux protéger les communautés qui sont malheureusement trop souvent la cible de crimes haineux violents, un gouvernement libéral mettra aussi sur pied un programme d'aide aux communautés vulnérables doté de 75 millions de dollars afin d'aider au financement de mesures de sécurité dans les lieux de culte, les institutions scolaires et les centres communautaires de ces groupes.

Un gouvernement libéral mettra aussi sur pied un programme d'aide aux communautés vulnérables doté de 75 millions de dollars afin d'aider au financement de mesures de sécurité dans les lieux de culte, les institutions scolaires et les centres communautaires de ces groupes.

Nous l'avons déjà dit : aucun parti politique ne doit fermer les yeux sur le problème persistant de la violence faite aux femmes et de la violence conjugale. Nous devons commencer par mettre fin à l'acceptation sociale de ceux qui encouragent la haine envers les femmes. Pour commencer à enrayer ce problème, un gouvernement libéral modifiera le Code criminel afin d'ajouter le sexe de la personne aux dispositions sur l'incitation à la haine.

Les délinquants modernes utilisent les progrès technologiques pour tirer profit des lacunes du Code criminel, souvent pour s'en prendre aux plus vulnérables : les enfants. Pour cette raison, un gouvernement libéral fera rapidement adopter un projet de loi qui prévoira :

- Des dispositions plus sévères pour réprimer les tentatives d'usage illicite d'Internet, notamment les conversations en ligne initiées par des adultes pour leurrer les enfants.
- Des dispositions visant à régler le problème croissant du cyber-harcèlement, qui peut être tout aussi effrayant et menaçant pour les enfants d'aujourd'hui que l'intimidation et la violence dans les cours d'école.

Un gouvernement libéral prendra des mesures pour mettre un terme à la violence faite aux enfants.

Nous avons aussi mentionné plus haut que les femmes autochtones sont au moins trois fois plus susceptibles de déclarer avoir été victimes de violence conjugale que les autres Canadiennes. C'est pourquoi nous allons mettre en œuvre une stratégie nationale de prévention de la violence pour les peuples autochtones,

afin que les mesures d'aide aux victimes, aux familles et aux collectivités procèdent d'une approche holistique et adaptée à leur culture.

Un nouveau gouvernement libéral prendra des mesures supplémentaires pour composer avec les jeunes délinquants violents.

Un nouveau gouvernement libéral continuera d'appuyer les principes qui soutiennent la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, dont l'objectif est une démarche judiciaire équilibrée. Le régime actuel doit être amélioré, mais pas totalement réorienté sur la seule répression au détriment des objectifs de prévention et de réinsertion. Nous savons qu'un petit nombre de jeunes est responsable de la vaste majorité des actes violents commis par les adolescents. Or le système actuel ne permet pas à la police et aux tribunaux de prévenir aisément la récidive des jeunes en attente de leur procès. Heureusement, le juge Merlin Nunn s'est penché sur ce problème dans le cadre d'une étude détaillée de la loi, effectuée pour le compte du gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse. Il a recommandé plusieurs amendements sensés : il propose par exemple d'élargir la définition d'« infraction avec violence » afin qu'elle puisse comprendre les gestes qui mettent une autre personne en danger. Il recommande aussi que la loi permette au juge, quand il doit rendre une décision quant à la détention préventive d'un jeune délinquant, de tenir compte de chefs d'accusation en cours, pas seulement des inculpations passées. Un nouveau gouvernement libéral mettra en œuvre les recommandations du rapport Nunn qui portent sur les questions de compétence fédérale.

Enfin, un gouvernement libéral restaurera la Commission du droit du Canada et la chargera de mener une révision complète des dispositions d'établissement des peines prévues par le Code criminel. Sous plusieurs aspects, le Code criminel est aujourd'hui une relique désuète du siècle dernier. Il va falloir le moderniser pour qu'il soit vraiment en mesure de protéger les Canadiens des réalités criminelles du XXI^e siècle et pour nous assurer que les peines imposées aux contrevenants sont proportionnelles au crime commis. Nous allons notamment demander à la Commission du droit du Canada de déterminer si le Code criminel comporte suffisamment de dispositions pour prévenir la violence faite aux femmes dans notre société.

10. Un fédéralisme respectueux

Les conservateurs avaient promis de mettre fin aux querelles entre le gouvernement fédéral et les provinces. Mais ce que nous avons subi, pendant près de trois ans, c'est le spectacle d'un fédéralisme irrespectueux et agressif marqué par une litanie de promesses non tenues et d'insultes infantiles, et aussi par l'absence de toute consultation sérieuse sur des initiatives très importantes. Tout a commencé quand le Premier ministre Harper a trahi l'engagement qu'avaient pris les conservateurs de respecter l'Accord atlantique. Ensuite, il y a eu les tentatives répétées du ministre des Finances, Jim Flaherty, de ranimer les vieilles rancœurs politiques par ses attaques en règle contre le gouvernement de l'Ontario. Les Ontariens ne vont pas oublier de sitôt le conseil de Jim Flaherty aux investisseurs : ne pas

investir dans cette province.

Nous avons vu les conservateurs présenter, sans consultation aucune, d'importants changements constitutionnels relatifs à des questions fondamentales telles que la représentation des provinces à la Chambre des communes. Évidemment, les provinces n'ont pas eu d'autre choix que d'exprimer leur opposition à ces mesures par des lettres et des audiences devant les comités parlementaires, puisque le Premier ministre Harper a toujours refusé de rencontrer l'ensemble des premiers ministres provinciaux. Les conservateurs n'ont pas su, ou pas voulu, travailler en partenariat avec les gouvernements provinciaux pour les aider à redresser leur économie et à lutter contre la crise des changements climatiques. C'est inexcusable.

L'attitude d'un gouvernement libéral sera tout autre : il mettra l'accent sur la consultation, la coopération, le partenariat et le respect du rôle et des responsabilités de chaque gouvernement. Il ne laissera pas les points de vue divergents qui existent au sein de notre fédération envenimer nos relations et nous empêcher de travailler ensemble pour améliorer les conditions de vie des Canadiens de toutes les régions du pays.

Pour commencer, nous allons respecter tous les engagements pris par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'Accord atlantique. Quand le gouvernement du Canada signe une entente, les gouvernements suivants sont tenus de la respecter, quelle que soit leur couleur politique. Pas question non plus d'effectuer des changements qui affectent les provinces et les territoires, y compris des changements constitutionnels, sans discussions sérieuses et ouvertes. Toujours et avant tout, nous allons collaborer avec les provinces et les territoires pour qui nous allons être un partenaire à temps plein. Toujours et avant tout, notre seule préoccupation sera l'intérêt supérieur de tous les Canadiens et l'avènement d'une économie et d'une société prêtes à relever les défis du XXI^e siècle et à transformer ces défis en possibilités de progrès et de prospérité.

Reprendre notre place sur la scène internationale

Les réalisations du Canada sont la marque d'un pays vraiment remarquable. Nous avons bâti un pays dont la prospérité, la diversité et l'esprit d'entreprise sont admirés partout dans le monde. Comme le montre le présent programme, les libéraux de Stéphane Dion croient fermement que bâtir un monde meilleur, ça commence ici, au pays.

Relever les défis de la lutte contre les changements climatiques au Canada rendra notre économie plus forte et restaurera notre réputation de partenaire de confiance dans les efforts mondiaux visant à réduire les émissions de carbone. Atteindre l'excellence dans les technologies vertes et le développement durable, ici au Canada, ouvrira de nouveaux marchés et de nouvelles perspectives pour nos exportateurs. Aider nos travailleurs à perfectionner leurs compétences et leurs connaissances permettra aux Canadiens de maintenir leur avantage concurrentiel au sein de l'économie mondiale. Le bilan libéral de bonne gestion des finances nationales permettra au Canada de minimiser les impacts négatifs du ralentissement de l'économie des États-Unis.

À cause du gouvernement conservateur de Stephen Harper, le Canada a aujourd'hui perdu sa voix indépendante et son influence morale dans le monde. Sous le gouvernement conservateur, le Canada a battu en retraite sur l'échiquier



mondial. C'est lorsqu'il exprime haut et fort ses valeurs les plus profondes – démocratie, pluralisme, tolérance religieuse, droits de la personne et protection des civils – que le Canada a le plus de poids au sein des organismes comme l'ONU et l'OTAN.

De temps à autre, agir selon ses principes impose d'adopter des positions qui risquent d'aller à l'encontre des politiques et des désirs des autres gouvernements. C'est pourquoi les derniers gouvernements libéraux ont refusé de faire participer le Canada à la guerre en Irak et au projet de défense contre les missiles balistiques. L'histoire a prouvé que ces décisions étaient bonnes pour le Canada. Elles témoignaient des valeurs canadiennes et respectaient l'intérêt national. Elles étaient ancrées dans notre ferme attachement au multilatéralisme et à la primauté du droit international. C'est aussi pour cette raison que les gouvernements libéraux ont travaillé si fort en faveur du Traité sur les mines antipersonnel et de la Cour pénale internationale.

L'aptitude du Canada à influencer la politique internationale est directement liée à son niveau d'engagement dans les affaires du monde. C'est parce que nous sommes toujours l'un des membres les plus engagés de l'OTAN que nous pou-

A black and white photograph showing a row of international flags flying on tall poles in front of a modern building with a curved facade. The flags are partially obscured by a dark, dense hedge in the foreground.

« Le Canada a plus d'influence au sein d'organisations comme l'ONU et l'OTAN lorsqu'il s'appuie sur ses valeurs profondes : la démocratie, le pluralisme, la tolérance religieuse, les droits humains et la protection des civils. »

vons influencer les décisions de cet organisme. La Cour pénale internationale a été créée grâce au Canada et à d'autres pays ayant la même mentalité, et qui ont tenu bon.

Bref, notre influence ne peut pas se fonder que sur de beaux discours. Elle dépend aussi des ressources que nous choisissons de consacrer aux grands enjeux.

1. Les changements climatiques et la sécurité mondiale

Protéger notre climat : cette mission fera partie intégrante de la politique étrangère d'un gouvernement libéral. En matière de lutte contre le réchauffement planétaire, l'attitude du gouvernement conservateur a d'abord été de nier l'existence du problème. Il a ensuite décidé de saboter, de bloquer ou de minimiser les efforts internationaux visant à renforcer la lutte contre les changements climatiques. En l'espace de 31 mois, le gouvernement conservateur a fait passer le Canada de héros à zéro, de leader à traînard. Sa position irresponsable a entaché la réputation morale du Canada dans le monde. Elle a nui aux efforts effectués pour amener les pays émergents comme la Chine et l'Inde à agir davantage pour lutter contre les changements climatiques. Un gouvernement libéral rétablira le leadership du Canada dans le dossier de l'environnement. Un gouvernement libéral rétablira la réputation du Canada en tant que partenaire véritablement engagé dans les efforts multilatéraux de lutte contre les changements climatiques.

Selon l'ONU, tous les appels d'urgence à l'aide humanitaire effectués en 2007, sauf un, étaient liés au réchauffement planétaire. Nous voyons de plus en plus clairement ses effets : conflits autour des ressources naturelles et des terres arables, pénuries d'eau, multiplication des inondations et des sécheresses prolongées. Ces situations de crise entraînent des migrations humaines à grande échelle et, de plus en plus souvent, elles mènent à la violence. Certes, il s'agit d'un phénomène mondial, mais le problème se fait souvent sentir le plus cruellement dans les régions les plus instables du monde, comme le Moyen Orient et l'Afrique.

Sous l'égide d'un gouvernement libéral, le Canada apportera son expertise en matière de gestion et de cartographie des ressources hydriques à ces pays.

Cela a mené de nombreux pays à voir dans les changements climatiques plus qu'un défi environnemental. Il s'agit aussi d'une menace pour la sécurité mondiale. Le coût d'une solution rapide à ce problème est bien minime comparé à ce qu'il nous en coûtera, sur le plan économique et humain, si nous ne faisons rien. C'est pourquoi, en plus de nos efforts à l'échelle nationale et de notre engagement à mener les efforts multilatéraux, un gouvernement libéral fera beaucoup plus pour aider les pays en voie de développement à réagir aux changements climatiques, dans le cadre de notre stratégie d'Aide publique au développement.

La crise du réchauffement planétaire a rendu encore plus difficile la gestion des réserves d'eau douce dans les pays en voie de développement. Sous l'égide d'un gouvernement libéral, le Canada apportera son expertise en matière de gestion et de cartographie des ressources hydriques à ces pays. Actuellement, plus d'un milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable, et quelque 2,6

milliards de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires élémentaires. En 2025, on estime que 3,5 milliards de personnes vivront dans des régions où l'eau est rare.

2. Diplomatie – Faire connaître les valeurs canadiennes à l'étranger

La mise en œuvre d'une bonne politique étrangère commence par l'établissement d'un meilleur Service extérieur canadien. Il faut mettre un terme aux coupures et aux attaques incessantes portées par le gouvernement conservateur actuel contre le ministère des Affaires étrangères du Canada, et nous allons le faire. Nous allons nous assurer que nos services diplomatiques professionnels ont les ressources et les moyens nécessaires pour défendre les Canadiens partout dans le monde. Pour commencer, nous allons renverser une des décisions malavisées du gouvernement conservateur : celle de fermer nos consulats à Milan, Saint-Pétersbourg, Fukuoska et Osaka.

Nous allons rétablir sans équivoque l'opposition canadienne à la peine de mort, position adoptée depuis longtemps par notre pays.

Nous allons faire de la protection des droits des Canadiens à l'étranger le cœur de notre politique étrangère. Sous les conservateurs, les droits consulaires des Canadiens n'ont pas été appliqués dans tous les cas. Un gouvernement libéral ne s'abaissera pas à choisir quels Canadiens méritent d'être traités justement et équitablement. Tous les Canadiens ont droit au respect et à la protection de leur gouvernement, quel que soit le pays qui cherche à les priver de leurs droits.

Nous allons rétablir sans équivoque l'opposition canadienne à la peine de mort, position adoptée depuis longtemps par notre pays, et soutenir cette position au niveau international. Nous refusons de souscrire à la logique boiteuse du gouvernement conservateur qui veut que la peine de mort est acceptable si elle est appliquée par un pays démocratique. L'histoire nous donne malheureusement trop de preuves que de terribles erreurs judiciaires peuvent se produire partout, même dans les pays les plus démocratiques. Nous n'allons pas nous montrer timides dans notre défense de cette valeur fondamentale. Nous allons vigoureusement poursuivre la position traditionnelle du Canada, qui est de demander la clémence pour les Canadiens condamnés à mort, dans tous les pays, partout dans le monde.

Bien sûr, il est très important que le gouvernement protège les Canadiens à l'étranger, mais la politique étrangère canadienne ne doit pas s'en tenir là. Nous devons être plus ambitieux encore. Le Canada doit se servir de sa réputation pour ouvrir la voie dans les initiatives importantes, comme nous l'avons fait si souvent par le passé. À juste titre, les Canadiens sont très fiers du leadership dont a fait preuve le Canada lors de la campagne internationale d'interdiction des mines antipersonnel. C'est nous qui avons inventé une nouvelle manière d'aborder la négociation de traités concernant les armes. Cette approche, connue sous le nom de « processus d'Ottawa », a récemment été utilisée par d'autres pays pour négocier l'interdiction des bombes à sous-munitions, pendant que le Canada observait les

Nous allons établir des Centres canadiens pour la démocratie, qui offriront de la formation et des initiatives de développement des ressources, axées sur la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance.

bras croisés. Certes, le Canada a discrètement signé la Convention sur les armes à sous-munitions en mai 2008, mais le gouvernement n'a fait preuve d'aucun leadership pendant les 13 mois de négociation de la Convention.

Un gouvernement libéral va renverser cette attitude honteuse en ratifiant rapidement et en respectant la nouvelle convention. Et dans le cadre de nos relations avec les autres pays, une de nos priorités sera d'encourager ces derniers à ratifier eux aussi la Convention, et à la respecter pleinement.

Une politique étrangère active doit également être axée vers l'avenir, et user de l'influence du Canada pour bâtir de meilleures institutions à l'étranger. Dans ce but, nous allons établir des Centres canadiens pour la démocratie, qui offriront de la formation et des initiatives de développement des ressources, axées sur la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance. Le premier de ces centres sera établi au Moyen-Orient. Les pays respectés comme le nôtre doivent aider à renforcer les fragiles institutions qui pratiquent la démocratie et la bonne gouvernance et qui commencent à prendre racine dans la région.

3. Développement international – Insuffler l'espoir et partager l'idéal canadien avec le monde

Un gouvernement libéral augmentera l'enveloppe de l'aide internationale de 500 millions de dollars.

En 2000, le Canada a signé un engagement mondial qui visait, entre autres, à réduire de moitié la pauvreté extrême, à freiner la propagation du sida et à offrir une éducation primaire universelle, et ce, avant 2015. Comme l'a dit le secrétaire général de l'ONU, nous ne pourrions atteindre les Objectifs de développement du millénaire que si nous décidons de faire les choses autrement. Nous sommes d'accord. Mais la triste réalité, c'est que sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, le niveau d'aide au développement que le Canada apporte à l'étranger a en réalité baissé par rapport à notre revenu national brut. Cela doit changer.

Après avoir examiné en détail l'orientation de l'Agence canadienne de développement international, ainsi que ses relations avec les autres ministères et avec ses partenaires du secteur public et privé, un gouvernement libéral augmentera l'aide canadienne à l'étranger. Nous augmenterons l'enveloppe de l'aide internationale de 500 millions de dollars.

En outre, un gouvernement libéral mettra en œuvre un projet de loi proposé par les libéraux et adopté par le Parlement sortant, qui donnerait à l'aide officielle canadienne au développement un mandat législatif clair : celui d'axer notre aide internationale sur la réduction de la pauvreté et d'accroître la transparence et la reddition de comptes en matière d'activité de développement international.

Un gouvernement libéral sera un chef de file mondial dans la lutte contre les maladies tropicales négligées qui affectent 2 milliards de personnes. Nous proposerons une nouvelle initiative internationale visant à éliminer bon nombre de ces maladies, notamment en confiant le traitement des maladies tropicales négli-

gées au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui est actuellement l'organisme international le plus important et le plus efficace d'unification des ressources pour lutter contre ces trois grands fléaux.

Dans la lutte contre les maladies tropicales négligées, un gouvernement libéral prêchera par l'exemple et mettra les autres donateurs au défi. Le Canada comblera le manque à gagner du programme d'éradication de la filariose lymphatique en Haïti, estimé à 15 millions de dollars, pour aider à vaincre cette terrible maladie.

L'Afrique

Les Canadiens ont des liens particuliers avec l'Afrique, liens que nous devons continuer à entretenir. Malheureusement, les conservateurs ont pris la fâcheuse décision de tourner le dos à ce continent. Cette décision est très mal avisée.

Les conditions en Afrique aujourd'hui sont les plus favorables depuis longtemps. En 2030, l'Afrique sera aussi peuplée que l'Inde et la Chine aujourd'hui, et il lui est possible de faire des progrès plus rapides et de prendre la place qui lui revient dans le monde. Aujourd'hui, le Canada a le choix : il peut décider de devenir un réel partenaire du progrès économique de l'Afrique, ou carrément rater cette occasion.

Les défis africains offrent à notre pays l'occasion de concrétiser les efforts de Lester B. Pearson. Un gouvernement libéral se concentrera sur les efforts de prévention des conflits dans cette partie du monde. Il aidera aussi l'Organisation des Nations unies à mieux coordonner les ressources qu'elle investit dans le soutien des opérations de maintien de la paix en Afrique.

Au Soudan, les Nations unies doivent relever un défi historique. Janvier 2008 marquait le déploiement de la mission conjointe de maintien de la paix ONU-Afrique au Darfour. Si l'on parvient à déployer complètement la mission, il s'agira de la plus importante mission de maintien de la paix de l'histoire. Le Canada doit faire en sorte que la mission soit un succès et un gouvernement libéral veillera à ce que le Canada fasse sa part. Pour commencer, un gouvernement libéral contribuera aux ressources de la mission, pour participer à l'achat d'hélicoptères tactiques et de transport lourd.

La responsabilité sociale des entreprises

Trois milliards et demi de personnes vivent dans les pays en voie de développement riches en pétrole, en gaz naturel et en minéraux. Les entreprises canadiennes aident activement ces pays à gérer ces ressources importantes. En fait, dans plusieurs régions du monde, nos entreprises minières et de prospection représentent le « visage du Canada ».

Ces dernières années, les activités de certaines entreprises minières et de prospection du Canada présentes dans les pays en voie de développement ont été passées au peigne fin. Nous sommes conscients du fait que nos efforts pour bâtir un avenir plus riche, plus juste et plus vert ne devraient pas s'arrêter à nos frontières.

Un gouvernement libéral se concentrera sur les efforts de prévention des conflits en Afrique.

Un gouvernement libéral établira un Cadre canadien de responsabilité sociale qui s'appliquera à toutes les entreprises minières canadiennes actives dans les pays en voie de développement.

Les responsabilités sociales et environnementales des entreprises minières et de prospection canadiennes à l'étranger sont essentielles à la réputation de notre pays à l'étranger, aux intérêts fondamentaux de l'industrie, mais avant tout, au développement durable.

Un gouvernement libéral établira un Cadre canadien de responsabilité sociale qui s'appliquera à toutes les entreprises minières canadiennes actives dans les pays en voie de développement, et il en fera activement la promotion. Les principes du Cadre s'appuieront sur une collaboration entre les entreprises minières et les organisations non gouvernementales. Elles contribueront à promouvoir le comportement de responsabilité sociale des entreprises canadiennes à l'étranger et à renforcer l'engagement de notre pays en faveur du développement durable. Cette initiative permettra au Canada d'être le leader mondial en matière de responsabilité sociale des entreprises et d'établir de nouvelles normes pour montrer la voie à d'autres pays qui mènent des activités d'extraction minière dans les pays en voie de développement.

4. De meilleures relations internationales

Les États-Unis sont nos plus proches alliés. Un gouvernement libéral s'efforcera de renforcer ces liens importants. Parallèlement, nous protégerons les intérêts et les valeurs du Canada dans les relations nord-américaines. Par exemple, un gouvernement libéral n'impliquera pas le Canada dans le projet de bouclier antimissile des États-Unis.

Un gouvernement libéral renouera les relations diplomatiques et économiques entre le Canada et la Chine.

La mondialisation rapproche le Canada du reste du monde, et nos relations avec l'Asie sont de plus en plus importantes. Un gouvernement libéral renouera les relations diplomatiques et économiques entre le Canada et la Chine, qui ont été ébranlées par la superficialité, la grandiloquence et les mises en scène des conservateurs. Nous allons accorder à ces relations une grande priorité, et allons notamment négocier le Statut de destination approuvée pour le Canada, de sorte que les touristes chinois puissent visiter le Canada plus facilement.

Nous allons également consolider nos liens avec le marché asiatique en général, investir dans les infrastructures comme la Porte d'entrée du Pacifique et prendre d'autres mesures visant à accroître notre présence en Asie, particulièrement en Inde. Un gouvernement libéral établira une Fondation commerciale Canada-Asie du Sud ; à ses débuts, elle sera dotée d'un budget de 40 millions de dollars. Cette fondation ressemblera à la Fondation Asie Pacifique ; elle se consacrera exclusivement à l'élaboration de stratégies de commerce et d'affaires étrangères destinées à resserrer nos liens avec l'Asie du Sud.

L'Afghanistan

Le Parti libéral est déterminé à aider la population afghane dans ses efforts visant

à bâtir un pays stable, sûr et démocratique. Nous sommes fiers du travail accompli par nos hommes et femmes en uniforme et par les civils qui ont accepté cette mission. C'est pourquoi le caucus libéral a pris l'initiative d'élaborer une motion sur la mission en Afghanistan, motion qui a été adoptée au Parlement. Nos amendements ont forcé le gouvernement conservateur à accepter notre point de vue, selon lequel la mission doit changer afin de mettre davantage l'accent sur la formation, la sécurité et la reconstruction. La mission de combat à Kandahar doit se terminer en 2011. Notre stratégie en Afghanistan doit aller au-delà de l'aspect strictement militaire et faire plus d'efforts en faveur du développement et de la diplomatie internationale.

Les amendements libéraux ont également imposé un engagement accru en faveur de la transparence et de la reddition de comptes du gouvernement. Trop souvent, les conservateurs n'ont pas été honnêtes envers les Canadiens à propos des événements en Afghanistan, particulièrement en ce qui concerne des questions aussi cruciales que le traitement des détenus transférés par les Forces canadiennes aux autorités afghanes. Sous un gouvernement libéral, cette approche changera et nous serons guidés par la lettre et l'esprit de la motion adoptée à la Chambre des communes.

En outre, nous allons nous assurer que nos partenaires internationaux comprennent la nature et les implications des engagements pris par le Canada. Nous ne déclarerons pas une chose au pays et son contraire devant nos alliés. Nous comprenons que le Canada doit maintenir un engagement à long terme envers la population de l'Afghanistan, mais nous serons catégoriques : nous ne pouvons pas continuer à assumer indéfiniment le gros de la responsabilité à Kandahar. Nous allons nous assurer que tout le monde comprend que l'engagement militaire du Canada à Kandahar se termine en juillet 2011.

5. Le commerce

La prospérité du Canada est largement fondée sur le commerce. Nos entreprises et nos travailleurs produisent des biens et services de première qualité, exportables partout dans le monde. Ces entreprises et ces travailleurs profitent des prix concurrentiels des technologies novatrices que nous importons de l'étranger. Reconnaissant que ces échanges sont un important facteur de prospérité économique et de bonne volonté internationale, le Parti libéral est fermement en faveur du libre échange.

Les États-Unis resteront toujours le plus grand partenaire commercial du Canada ; il faut renforcer nos relations avec ce pays. Néanmoins, comme l'a démontré l'important effet de la chute du dollar US sur notre économie, le Canada doit diversifier ses échanges commerciaux et ses investissements. Les marchés émergents, comme la Chine et l'Inde, continuent de se développer, ce qui signifie que le Canada doit considérablement élargir ses marchés d'exportation et ses activités

d'investissement dans ces régions du monde.

Le Parti libéral soutient la poursuite de négociations multilatérales sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce. Néanmoins, les récents défis de la ronde de Doha mettent l'accent sur le besoin de négocier aussi des accords commerciaux bilatéraux qui réduisent les barrières tarifaires et non tarifaires. Un gouvernement libéral fondera ses décisions sur la ferme conviction que l'environnement, les droits de la personne et la responsabilité sociale des entreprises sont toutes des valeurs très importantes à prendre en considération dans la négociation des accords de libre échange

6. La défense

L'engagement continu du Canada dans la mission en Afghanistan a réduit la possibilité de déployer les Forces armées canadiennes ailleurs dans le monde. Si l'on ajoute à cela les déploiements qui seront nécessaires à la sécurité lorsque le Canada accueillera les Jeux olympiques d'hiver à Vancouver, en 2010, nous serons gravement limités dans notre aptitude à offrir notre assistance à d'autres efforts internationaux en temps opportun. En établissant une date butoir ferme pour la fin de notre déploiement militaire à Kandahar, nous allons retrouver cette marge de manœuvre indispensable pour que nos Forces armées aient les moyens de répondre aux crises qui pourraient survenir au pays et à l'étranger.

Pour aider les membres actifs des Forces armées et les anciens combattants à surmonter les effets du stress post-traumatique et des autres malaises qui pourraient les affecter, un gouvernement libéral établira un fonds doté de 60 millions de dollars.

Un gouvernement libéral maintiendra l'intégralité des fonds alloués par le budget aux Forces armées au cours des quatre prochaines années, fonds qui avaient en grande partie été réservés dans le budget libéral de 2005. Mais le soutien aux Forces armées canadiennes ne s'arrête pas lorsque nos troupes reviennent au pays. La vie de soldat, les déploiements à l'étranger et l'exposition au danger affectent profondément les membres de nos Forces armées. Ils ont besoin de services adéquats quand ils reviennent de l'étranger ou quand ils quittent les Forces. Pour aider les membres actifs des Forces armées et les anciens combattants à surmonter les effets du stress post-traumatique et des autres malaises qui pourraient les affecter, un gouvernement libéral établira un fonds doté de 60 millions de dollars. Comme il l'a annoncé précédemment, un gouvernement libéral créera aussi un poste d'ombudsman au sein des Forces canadiennes et du ministère des Anciens combattants.

Le gouvernement fédéral doit aussi veiller à ce que nos Forces en aient pour leur argent en matière de marchés publics militaires. Pour donner aux fournisseurs canadiens la possibilité de décrocher des contrats d'approvisionnement et pour leur garantir le meilleur équipement et les meilleurs services au meilleur prix, nous allons abandonner la pratique des conservateurs qui consiste à recourir à un fournisseur unique pour chaque contrat de la défense. Et nous allons enfin entreprendre l'achat d'avions de recherche-sauvetage à voilure fixe pour remplacer l'actuelle flotte dont la vie utile tire à sa fin. Le précédent gouvernement libéral

avait réservé des fonds à cette intention en 2005, mais les conservateurs n'ont pas souhaité donner suite. Ces avions de recherche-sauvetage sont essentiels à la sécurité des Canadiens, mais aussi pour assurer notre souveraineté dans l'Arctique. C'est pourquoi nous veillerons à ce que plusieurs nouveaux avions de recherche sauvetage soient basés dans le Nord canadien

7. **Souveraineté canadienne dans l'Arctique**

Un gouvernement libéral assurera notre souveraineté dans l'Arctique. Nous y soutiendrons nos intérêts et notre souveraineté, non seulement en y installant des infrastructures militaires et marines, mais aussi en y maintenant des activités constantes de protection environnementale, de surveillance du territoire et de recherche-sauvetage et en stimulant l'exploitation raisonnée des ressources naturelles de l'Arctique par les habitants de la région. En outre, nous allons établir des politiques et des ententes globales avec les gouvernements circumpolaires et les peuples autochtones du Nord, en matière de sécurité, de navigation maritime et de protection environnementale dans l'Arctique.

Un gouvernement libéral engagera aussi les ressources nécessaires pour terminer la cartographie des fonds marins de la région arctique canadienne d'ici 2013, afin de renforcer notre souveraineté dans le Nord.

Une fois encore, il s'agit d'un dossier où l'approche multilatérale traditionnelle du Canada est très importante. Les conservateurs ont décidé de faire fi de cette approche en refusant d'envoyer des ministres d'expérience au Conseil de l'Arctique, un forum d'échange intergouvernemental réunissant les huit pays arctiques. Un gouvernement libéral renversera cette tendance et recommencera à envoyer des représentants ministériels de haut niveau aux réunions. Nous rétablirons également le poste d'ambassadeur des affaires circumpolaires, que les conservateurs ont aboli.

Un gouvernement libéral engagera aussi les ressources nécessaires pour terminer la cartographie des fonds marins de la région arctique canadienne d'ici 2013, afin de renforcer notre souveraineté dans le Nord.

Un gouvernement libéral collaborera avec les collectivités nordiques et les gouvernements territoriaux pour trouver des moyens d'atténuer les impacts du réchauffement planétaire et pour soutenir l'innovation et la recherche en matière de technologies adaptées aux régions froides.

Un gouvernement libéral collaborera avec les collectivités nordiques et les gouvernements territoriaux pour trouver des moyens d'atténuer les impacts du réchauffement planétaire et pour soutenir l'innovation et la recherche en matière de technologies adaptées aux régions froides. Nous nous engageons notamment à devenir un partenaire financier important du gouvernement du Yukon dans le projet du Yukon Cold Climate Innovation Cluster, à Whitehorse, et à trouver d'autres occasions semblables d'alimenter la recherche-développement dans les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

Conclusion

Le présent programme commençait par formuler les interrogations suivantes : aurons-nous le courage et la sagesse de relever les défis de notre génération, comme nos grands parents et nos parents ont su le faire pour la leur ? Saurons-nous nous inspirer des visionnaires, des innovateurs et des leaders qui ont façonné notre pays et, comme eux, faire ce qu'il faut pour léguer un Canada plus prospère à la prochaine génération ?

Ces élections portent sur une question fondamentale : allons-nous nous contenter de vivre des efforts et de la clairvoyance de ceux qui nous ont précédés, ou allons-nous plutôt nous décider à poursuivre ces efforts, à renouveler cet engagement envers l'avenir, à transformer les défis d'aujourd'hui en occasions de progrès et de prospérité pour demain ?

Les libéraux ont la ferme conviction que les Canadiens veulent relever ces défis et qu'ils réussiront à créer un Canada plus prospère, plus juste et plus vert. Nous savons où nous mène le programme ultra conservateur de Stephen Harper : un Canada qui s'éloigne chaque année davantage du modèle de pays ambitieux et progressiste que nous chérissons. Mais maintenant, imaginez le Canada que nous pouvons bâtir si nous choisissons de travailler ensemble pour l'avenir.

Imaginez un Canada qui investisse ses excédents budgétaires dans l'éducation, dans la création d'emplois et dans de meilleures infrastructures. Cet idéal, ce projet, nous pouvons le concrétiser grâce à notre Fonds pour la prospérité et les industries de pointe, grâce à des financements ciblés en faveur des infrastructures, et à des mesures qui donnent à tous les Canadiens les mêmes chances d'aller au collège ou à l'université, quels que soient leurs revenus ou ceux de leurs parents.

Imaginez un Canada où les perspectives d'avenir ne soient pas un privilège, mais un droit qui s'appuie sur l'engagement du gouvernement à faire tomber les barrières qui empêchent les Canadiens de saisir leur chance. Cet idéal, ce projet, nous pouvons le concrétiser grâce à notre Plan 30-50 de lutte contre la pauvreté, grâce à notre engagement envers l'Accord de Kelowna et à des services universels de garde d'enfants et d'éducation préscolaire.

Imaginez un Canada qui soit un chef de file dans les technologies vertes, l'importation d'emplois et l'exportation de solutions. Cet idéal, ce projet, nous pouvons le concrétiser grâce au Tournant vert libéral, en stimulant l'investissement dans la prochaine génération de technologies énergétiques et en plaçant le Canada à l'avant-garde mondiale des produits et des idées qui nous permettront d'endiguer la crise du réchauffement planétaire.

Par-dessus tout, imaginez un Canada où l'objectif de notre génération soit d'assurer le succès de la prochaine. C'est si simple : il suffit que nous ayons le courage de croire en un avenir meilleur.

Pour les libéraux, ce Canada-là vaut la peine qu'on fasse plus que l'imaginer. Il vaut la peine qu'on se batte pour lui. Les mesures proposées dans le présent programme électoral montrent comment nous pouvons bâtir ce Canada plus prospère, plus juste et plus vert. Seul le Parti libéral du Canada peut offrir le leadership et l'équipe qu'il faut pour y parvenir.

Mais il faut d'abord décider que nous voulons réellement atteindre cet objectif. Au bout du compte, cette campagne électorale porte sur une seule et unique question : En quel Canada croyez-vous ?

Évaluation des coûts les Canadiens exigent une gestion fiscale responsable

A lors que nous nous apprêtons à relever les défis économiques de notre époque et à bâtir un Canada plus prospère, plus juste et plus vert, le Parti libéral du Canada propose aux Canadiens un gouvernement capable d'être un partenaire fiable.

En 1993, les Canadiens ont chargé les libéraux de remédier à plusieurs années de déficit budgétaires et de mauvaise gestion économique de la part du gouvernement conservateur précédent. Jean Chrétien et Paul Martin ont demandé aux Canadiens de mettre fin à un déficit si important qu'il menaçait la capacité du gouvernement à répondre aux besoins immédiats et de préparer le terrain pour les générations futures. Les Canadiens ont été à la hauteur du défi.

Huit années d'excédents budgétaires et de bonne gestion des finances publiques plus tard, les Canadiens ont retrouvé confiance dans ce qu'ils sont capables d'accomplir en se serrant les coudes.

- Les libéraux ont été très fiers de pouvoir procéder aux plus importantes baisses d'impôts pour les particuliers et les entreprises de l'histoire du pays.
- Les libéraux ont engagé le plus large financement en faveur de la santé des Canadiens.
- Les libéraux ont remboursé plus de 75 milliards de dollars au titre de notre dette nationale.
- Les libéraux se sont engagés à reconstruire et rénover nos lieux de vie grâce au Nouveau pacte pour les villes et les collectivités.
- Les libéraux ont pris des engagements concrets pour restaurer l'équité dans nos relations avec les peuples autochtones, pour offrir à nos enfants de meilleures perspectives d'avenir et pour donner à tous une meilleure éducation, afin qu'ils puissent contribuer à l'économie de demain et réaliser leur plein potentiel.

Sous la direction de Jean Chrétien et de Paul Martin, les libéraux ont refusé de prendre le risque de renouer avec le déficit. Stéphane Dion faisait partie des leaders de l'équipe libérale qui a restauré la discipline budgétaire au gouvernement fédéral, et un gouvernement Dion entend bien poursuivre cette excellente tradition.

Les mesures présentées dans ce programme permettront au Canada de passer à un avenir plus prospère, plus juste et plus vert. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une bonne discipline budgétaire.

Les libéraux continueront de faire primer l'équilibre budgétaire :

- Nos budgets seront équilibrés.
- Nous restaurerons la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars pour protéger le Canada en cas d'imprévu.
- Si cette réserve pour éventualités n'est pas utilisée à la fin de l'exercice financier, elle ira au remboursement de la dette.
- Les excédents budgétaires imprévus en sus de la réserve seront investis dans l'infrastructure de notre pays.
- Nous accélérerons la mise en œuvre de nos engagements à mesure que la situation budgétaire progressera.

Le plan libéral sur quatre ans : le revenu

Le gouvernement conservateur n'a pas publié ses plus récentes prévisions de recettes, bien que ces renseignements soient généralement disponibles à la mi-septembre.

Ce programme s'appuie sur les plus récentes estimations du gouvernement, telles qu'elles sont présentées dans le budget de 2008. Une croissance plus faible que prévu du PIB cette année et l'année prochaine affectera le revenu fédéral. Dans une certaine mesure, cette perte sera compensée par des taux d'intérêt plus bas sur la dette du Canada et par le fait que le prix des marchandises a augmenté plus que prévu. Le gouvernement devrait publier immédiatement les prévisions les plus récentes.

Le budget de 2008 projetait un revenu total de 1 073 milliards de dollars pour la période de 2009-2010 à 2012-2013.

Depuis la présentation du budget, le gouvernement fédéral a annoncé des revenus imprévus grâce à la vente de spectres sans fil et de droits de prospection dans la mer de Beaufort, qui engendreront des recettes de 2,2 milliards de dollars sur quatre ans.

Le Tournant vert libéral est neutre au plan du revenu fédéral. Chaque cent perçu grâce à la taxe sur le carbone sera retourné aux Canadiens sous forme de baisses et de crédits d'impôt considérables pour les familles et les entreprises. En fait, comme le tableau ci-dessous l'indique, le plan réduit en fait le revenu net de plus de 90 millions de dollars sur quatre ans.

Ce programme comprend également des changements à notre régime fiscal qui engendreront 1,29 milliard de dollars de revenus nets sur quatre ans. En association avec le Tournant vert, ces réformes devraient donc générer un revenu net supplémentaire de 1,2 milliard de dollars. Ce montant est égal aux revenus

qu'engendrera l'annulation immédiate de l'exemption fiscale dont bénéficient actuellement les entreprises qui exploitent les sables bitumineux mais qui ne sont plus de rigueur.

Ce programme ne prévoit pas d'augmentation de la TPS.

Ce programme n'annule pas la Prestation universelle pour la garde d'enfants de 1 200 dollars par an.

Comme le montre le tableau 1, le présent programme projette un revenu total de 1 076 milliards de dollars sur quatre ans.

Tableau 1	Total sur 4 ans (millions \$)
Revenu prévisionnel – Budget de 2008	1 072 600
Revenu post-budget	2 240
Tournant vert, prestations et réformes fiscales (net)	-90
Réformes fiscales additionnelles du programme	1 290
Crédit d'impôt pour la prod. Cinématographique	-165
Étalement du revenu pour les artistes	-50
Crédit d'impôt pour les secouristes en région rurale	-95
Élargissement du crédit pour études aux apprentis	-600
Fin des exemptions fiscales pour les exploitants des sables bitumineux	1 200
Fiducies de revenus	1 000
REVENU TOTAL PRÉVISIONNEL DU PROGRAMME	\$1,076,040

Le plan libéral sur quatre ans - Dépenses

Le budget de 2008 prévoit des dépenses de 487,1 milliards de dollars sur quatre ans au titre des transferts aux autres pouvoirs publics, aux particuliers et aux infrastructures. Un gouvernement libéral respectera ces engagements et augmentera l'appui fédéral à ses partenaires des provinces, aux Canadiens et à l'infrastructure.

Le budget prévoit en outre 438,1 milliards de dollars en financement directs de programmes fédéraux.

Ainsi, les coûts de fonctionnement s'élèvent à 925,3 milliards de dollars.

En outre, les dépenses prévues pour le remboursement de la dette totalisent 133,1 milliards de dollars sur quatre ans.

La cadre fiscal actuel prévoit donc des dépenses totales de 1 058,4 milliards de dollars pendant la période couverte par le présent programme.

Comme indiqué dans le tableau 1, le présent programme prévoit des revenus fédéraux de 1 076 milliards de dollars.

L'excédent de fonctionnement prévisionnel est donc de 17,64 milliards de dollars sur quatre ans, comme l'indique le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2 : Dépenses fédérales prévues	Total 4 ans	Augm./an
Transferts prévus aux provinces	204 576 \$	4,8 %
Transferts prévus aux particuliers	264 870 \$	3,9 %
Financements prévus pour l'infrastructure	17 696 \$	6,1 %
Financement direct des programmes	438 158 \$	4,5 %
Remboursement de la dette	133 100 \$	1,3 %
TOTAL DES DÉPENSES PRÉVUES	1 058 400 \$	4,0 %
REVENUS INDIQUÉS AU TABLEAU 1	1 076 040 \$	
SOLDE DE FONCTIONNEMENT	17 640 \$	

Le présent programme contient de nouvelles mesures, dont les budgets totalisent 16,335 millions de dollars sur quatre ans, comme l'indique le tableau 3.

Les projections année par année pour chaque mesure ne sont pas utiles puisque dans la plupart des cas, leurs budgets annuels et leur mise en œuvre dépend de discussions avec les autres pouvoirs publics qui n'ont pas encore eu lieu. À des fins de prévision, notre plan réserve plus de 5 milliards de dollars sur quatre ans à ces nouveaux programmes.

De plus, les grandes dépenses au chapitre de l'infrastructure ne peuvent pas être précisément chiffrées tant que des projets particuliers ne sont pas lancés. Ce programme réserve 10 milliards de dollars sur quatre ans au repérage des besoins en collaboration avec les partenaires municipaux et provinciaux.

Un gouvernement libéral accélérera la délivrance de ces financements aussi rapidement que les ressources fédérales le permettront. Nous nous engageons à terminer les négociations nécessaires dans les trois premières années de notre mandat.

Tableau 3 : Plan libéral sur 4 ans 2009-10 à 2012-13	Programme (millions de \$)			
	Total	Plan de dépenses	Réformes fiscales	Tournant vert
UN CANADA PLUS PROSPÈRE	32 525	4 600	-1 290	29 215
Baisses d'impôts pour les particuliers	16 325		-905	17 230
Baisses d'impôts pour les entreprises	7 360		-1 200	8 560
Secteurs manufacturier et des transports		875		
Secteur primaire	4 415	1 390		2 150
Agriculture	840	840		
Foresterie	250	250		
Pêche	300	300		
Arts et technologie	530	315	215	
Aide aux étudiants	1 150	550	600	
Investissements dans la recherche	1 945	670		1 275
Intégration des néo-Canadiens	800	800		
UN CANADA PLUS JUSTE	20 250	9 700		10 550
Appui financier aux aînés et aux personnes handicapées qui ont un revenu bas	2 520	2 270		250
Appui aux familles et prestations fiscales pour enfants	9 900	1 500		8 400
Baisse d'impôts pour les personnes aux revenus moyens et bas	1 900			1 900
Logement abordable	620	620		
Soins de santé	1 320	1 320		
Services de garde d'enfants	1 500	1 500		
Canadiens autochtones	2 100	2 100		
Sécurité des collectivités	230	230		
Défense des droits	160	160		
UN CANADA PLUS VERT	1 735	1 435		300
Énergie propre	370	370		
Hypothèques vertes et rénovations de logements	575	275		300
Assainissement de l'eau, des océans et de l'environnement	690	690		
Protection de la santé des Canadiens	100	100		
REPRENDRE LA PAROLE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE	600	600		
TAXES SUR LA POLLUTION DU TOURNANT VERT	-39 975	0	0	-39 975
TOTAUX	15 135	16 335	-1 290	90

Prendre 2008-2009 comme année de référence

Sous un gouvernement libéral, chaque programme financé en 2008-2009 continuera de l'être, à moins qu'il ait été officiellement annulé. Cela signifie que des programmes comme les initiatives en faveur du logement abordable, le « plan Dion » pour les langues officielles ou les programmes de développement régional en cours, qui doivent « s'éteindre » en 2008-2009, seront maintenus. Cela signifie

aussi que les nouvelles coupes prévues par les conservateurs dans les budgets des arts, par exemple, N'AURONT PAS LIEU.

Restaurer la réserve pour éventualités et la prudence budgétaire

Un gouvernement libéral restaurera la réserve annuelle pour éventualités de 3 milliards de dollars.

Les libéraux savent comment financer des programmes fédéraux. Entre 2002-2003 et 2005-2006, les budgets libéraux ont limité l'augmentation des dépenses fédérales au chapitre des programmes, y compris les transferts en faveur de l'infrastructure, à 6,7 % par an en moyenne.

Cela représente 1,3 % de moins que l'augmentation de 8 % qu'ont connu les dépenses fédérales sous les conservateurs entre 2005-2006 et 2008-2009.

Un nouveau gouvernement libéral entreprendra un examen détaillé des dépenses fédérales pour repérer les possibilités de réaliser des économies à tous les postes de dépense, sauf celui des transferts.

Ces économies seront modestes au départ puis atteindront 5 milliards de dollars la quatrième année (soit environ 1,8 % des dépenses prévisionnelles totales du gouvernement). Ces économies, à mesure qu'elles seront réalisées, pourront être réaffectées à des initiatives prioritaires pour les Canadiens.

Nous atteindrons ainsi un total cumulé d'au moins 12 milliards de dollars d'« économies pour réallocation » en quatre ans, en limitant l'augmentation des dépenses directes actuellement prévues au titre des programmes existants à 3,4 % par an. Comme le montre le tableau 2, le plan de dépenses actuel anticipe un taux d'augmentation de 4,5 %.

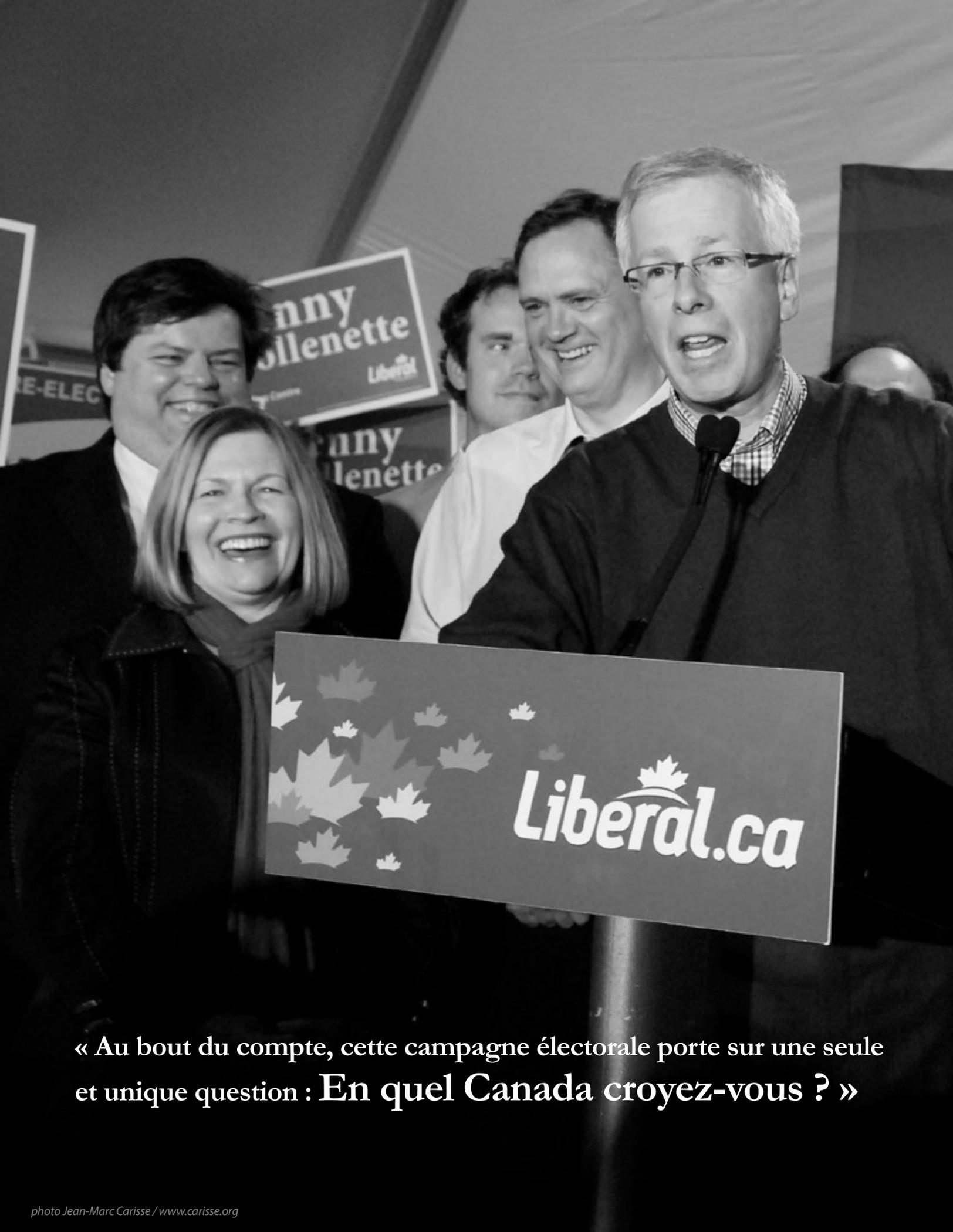
Tableau 4: Synthèse du programme – totaux sur quatre ans	<i>(millions de \$)</i>
Revenus du tableau 1	1 076 040
Dépenses prévisionnelles actuelles du tableau 2	1 058 400
Initiatives du programme du tableau 3	16 335
Réallocation	- 12 000
Solde de fonctionnement	13 305
Réserve pour éventualités	12 000
BALANCE	1 305

Comme le montre le tableau 4, sur quatre ans, le plan libéral produit un solde de fonctionnement de 13,3 milliards de dollars, ce qui assure aux Canadiens la marge nécessaire pour relever les défis économiques actuels, dont le gouvernement conservateur ne s'est pas préoccupé. Cette marge de sécurité donnera aussi à un nouveau gouvernement libéral les moyens de négocier en toute bonne foi avec ses partenaires provinciaux et territoriaux.

Nous vous invitons à faire connaître notre plan d'action à vos amis et à vos proches. Pour recevoir un fichier .pdf, envoyez un courriel à plan@liberal.ca.



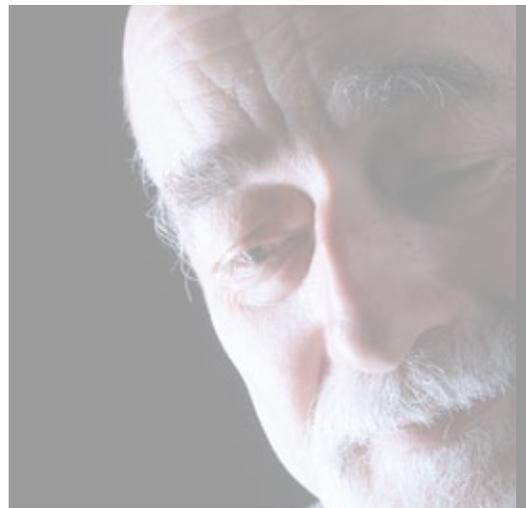
Pour mettre en œuvre le plan d'action du Parti libéral, Stéphane Dion et son équipe ont besoin de vous. Vous pouvez les aider en souscrivant au Fonds de la victoire sur www.fondsdelavictoire.ca.



« Au bout du compte, cette campagne électorale porte sur une seule et unique question : **En quel Canada croyez-vous ?** »



Liberal
www.liberal.ca



Un plan d'action
POUR LE XXI^e SIÈCLE

Autorisé par l'Agence fédérale libérale du Canada, agent enregistré du Parti libéral du Canada